Art. 8. l'Article 23 § 1er du même arrêté, modifié par les arrêtés ministériels des 11 avril 2014 et 15 mai 2014 le nombre "200" est complété par un sixième alinéa comme suit :

"En dérogation à l'alinéa précédent, il est interdit dans les zones-c.i.e.m. VIId,e a partir du 1er novembre 2014 jusqu'au 31 décembre 2014 inclus que les captures totales de plies par voyage en mer réalisées par un navire de pêche d'une puissance motrice inférieure ou égale à 221 kW dépassent une quantité égale à 100 kg multipliée par le nombre de jours de navigation réalisées au cours de ce voyage en mer dans la zone-c.i.e.m. en question."

Art. 9. Dans l'article 24 du même arrêté, modifié par les arrêtés ministériels du 11 avril 2014, 15 mai 2014 et 20 juin 2014 sont apportées les modifications suivantes à partir de la date qu'il n'y a plus de 120 tonnes de cabillauds disponible avant le 30 novembre 2014 :

1° dans le § 1er alinéa 4 le nombre "300" est remplacé par le nombre "150",

2° dans le § 2 alinéa 4 le nombre "600" est remplacé par le nombre "300",

3° dans le § 3 alinéa 4 le nombre "700" est remplacé par le nombre "400",

4° dans le § 6 alinéa 3 le nombre "240" est remplacé par le nombre "0".

Art. 10. Dans l'article 26, § 1, du même arrêté, modifié par l'arrêté ministériel du 11 avril 2014, le nombre "100" est remplacé par le nombre "50" et le nombre "200" est remplacé par le nombre "100".

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er novembre 2014 à l'exception des articles 2 et 3, qui entrent en vigueur le 20 octobre 2014.

Cet arrêté cessera d'être en vigueur le 1er janvier 2015.

Bruxelles, le 27 octobre 2014.

La Ministre flamande de l'Environnement, de la Nature et de l'Agriculture,
J. SCHAUVLIEGE

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2014/29652]

11 AVRIL 2014. — Décret portant assentiment à l'avenant à l'accord de coopération-cadre relatif à la formation en alternance, conclu à Bruxelles, le 24 octobre 2008, entre la Communauté française, la Région Wallonne et la Commission communautaire française (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, des matières visées aux articles 127 et 128 de celle-ci.

Art. 2. Assentiment est donné à l'avenant à l'accord de coopération-cadre relatif à la formation en alternance, conclu à Bruxelles, le 24 octobre 2008, entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française.

Art. 3. Cet avenant est annexé au présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 11 avril 2014.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,
A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,
Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Egalité des chances,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale
Mme M.-M. SCHYNS

Note

(1) Session 2013-2014
Documents du Parlement : Projet de décret, n° 655-1.
Compte-rendu intégral : Rapport oral, discussion et adoption. Séance du 10 avril 2014.

Avenant à l'accord de coopération-cadre relatif à la formation en alternance, conclu à Bruxelles, le 24 octobre 2008, entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française

Vu les articles 1er, 35, 39, 127, 128, 134 et 138 de la Constitution;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment les articles 4, 16, et 92*bis*, § 1er, modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relatives aux institutions bruxelloises, notamment les articles 42 et 63;

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 1er, B, et l'article 9, modifié par l'arrêté royal n° 88 du 11 novembre 1967 et par l'arrêté royal n° 431 du 5 août 1986;

Vu la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire;

Vu le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale;

Vu le décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance;

Vu le décret II du Conseil de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment ses articles 3, 4° et 10, § 1er;

Vu le décret III de l'Assemblée de la Commission communautaire française du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment ses articles 3, 4°, et 10, § 1er;

Vu le décret II du Conseil régional wallon du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment ses articles 3, 4°, et 10, § 1er;

Vu la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail;

Vu l'accord de coopération, conclu le 20 février 1995 par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne, relatif à la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et à la tutelle de l'Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, modifié par l'accord de coopération du 4 juin 2003;

Vu l'accord de coopération du 8 mars 1997 entre le Gouvernement de la Communauté française, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et le collège de la Commission communautaire française, relatif à la Commission consultative en matière de formation, d'emploi et d'enseignement instaurée par l'article 28 du décret du 17 mars 1994 de la Commission communautaire française portant création de l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle;

Vu l'accord de coopération relatif à l'organisation d'une filière de formation qualifiante en alternance, conclu à Namur, le 18 juin 1998, entre le Gouvernement de la Communauté française et le Gouvernement wallon;

Vu l'accord de coopération relatif à l'organisation de la formation en alternance signé à Bruxelles, le 11 juin 1999 entre le Gouvernement de la Communauté française et le Collège de la Commission communautaire française;

Vu le protocole d'accord conclu à Bruxelles, le 17 novembre 2005, entre I'IFAPME, la SFPME et ALTIS

Vu l'accord de coopération-cadre de la formation en alternance, conclu à Bruxelles le 24 octobre 2008, entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française;

Vu le décret du 8 janvier 2009 du Parlement de la Communauté française portant assentiment à l'accord de coopération-cadre relatif à la formation en alternance, conclu à Bruxelles le 24 octobre 2008, entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française;

Vu le décret du 15 janvier 2009 du Parlement wallon portant assentiment à l'accord de coopération-cadre relatif à la formation en alternance, conclu à Bruxelles le 24 octobre 2008, entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française;

Vu le décret du 20 février 2009 de l'Assemblée de la Commission communautaire française portant assentiment à l'accord de coopération-cadre relatif à la formation en alternance, conclu à Bruxelles le 24 octobre 2008, entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française;

Vu les observations émises par le Conseil d'Etat dans son avis n° 45.025 du 8 septembre 2008, Section de législation, sur les projets de décrets portant assentiment à l'accord de coopération-cadre relatif à la formation en alternance conclu à Bruxelles le 24 octobre 2008 et la volonté des parties contractantes de revoir, par avenant, cet accord sur la base de ces observations;

Vu les avis de l'Inspection des Finances de la Région wallonne du 6 novembre 2013, de la Communauté française du 8 novembre 2013 et de la Commission communautaire française du 8 novembre 2013;

Vu les accords des Ministres du Budget de la Région wallonne du 14 novembre 2013, de la Communauté française du 14 novembre 2013 et de la Commission communautaire française;

Vu les accords des Ministres de la Fonction publique de la Région wallonne du 14 novembre 2013, de la Communauté française du 14 novembre 2013 et de la Commission communautaire française;

Considérant les avis rendus par :

1° le CESRW en date du 16 décembre 2013;

2° I'IFAPME en date du 14 janvier 2014;

3° le SFPME en date du 27 janvier 2014;

4° la CCFEE en date du 28 janvier 2014;

5° le Comité de concertation des pouvoirs organisateurs de l'Enseignement obligatoire en date du 17 janvier 2014;

6° le Comité de Secteur IX, Enseignement, en date du 17 décembre 2013;

7° le Comité de Secteur XV, Commission communautaire française, en date du 28 janvier 2014;

8° le Comité de secteur XVI, Région wallonne, en date du 24 janvier 2014;

9° le Comité de secteur XVII, Communauté française, en date du 13 janvier 2014;

Vu les avis n°s 55.274/2, 55.282/2 et 55.296/2 du Conseil d'Etat, donnés le 3 mars 2014, en application de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat du 12 janvier 1973;

La Communauté française, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte et de sa Ministre de l'Enseignement obligatoire, Mme Marie Martine Schyns;

La Région wallonne représentée, par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte et de son Ministre de la Formation, M. André Antoine;

La Commission communautaire française, représentée par son Collège en la personne de son Ministre-Président, M. Christos Doulkeridis et de sa Ministre de la Formation Professionnelle des Classes moyennes, Mme Céline Frémault;

Ont convenu de l'avenant à l'accord de coopération-cadre qui suit :

Article 1er. Dans le chapitre 1er intitulé « Chapitre 1er - Champ d'application et définitions» de l'accord de coopération-cadre relatif à la formation en alternance, conclu à Bruxelles le 24 octobre 2008, entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française, ci-après dénommé « accord de coopération », les modifications suivantes sont apportées à l'article 1er :

l° au paragraphe 1er, le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° « Formation en alternance » : la formation professionnelle qui combine une formation pratique en milieu professionnel et une formation auprès d'un opérateur de formation en alternance portant sur des matières générales et professionnelles et qui s'organise selon une relation contractuelle entre un opérateur de formation en alternance, un apprenant en alternance et une entreprise, selon des modalités précises en termes de durée de formation en entreprise et auprès de l'opérateur de formation, de reconnaissance de la formation acquise, de certification telle que visée à l'article 3, d'encadrement, de rétribution et de droits et d'obligations; »;

2° au même paragraphe, le 2° et le 2°, a) sont remplacées par ce qui suit :

« 2° opérateurs de formation en alternance » : établissement agréé d'enseignement ou de formation qui organise et promeut la formation en alternance, et qui est en charge de la formation portant sur des matières générales et professionnelles en centre ou au sein de l'établissement scolaire et du bon déroulement du plan de formation en entreprise :

a) un centre d'éducation et de formation en alternance visé par le décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance, ci-après dénommé « CEFA », y compris les établissements coopérants dont ceux de la promotion sociale.

L'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises et son réseau des centres de formation, et le Service Formation des Petites et Moyennes Entreprises et l'Espace formation pour les Petites et Moyennes Entreprises soumis à la tutelle du Service précité conformément à l'accord de coopération conclu le 20 février 1995, tel que modifié par l'accord de coopération du 4 juin 2003, ci-après dénommé les réseaux « IFAPME » et « SFPME » »;

3° au même paragraphe, le 3° est remplacé par ce qui suit :

« 3° « apprenant en alternance » ou « apprenant» :

- soit le jeune inscrit dans une formation qui répond à l'obligation scolaire à temps partiel, visée à l'article 1er, alinéa 3, de la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire,

- soit le jeune qui répond aux conditions d'âge visés à l'article 2, paragraphe 1er bis du présent accord de coopération, et qui commence une formation en alternance auprès d'un des opérateurs de formation en alternance visés au 2°, et a conclu un contrat d'alternance tel que visé au 7° et effectue une formation en entreprise telle que visée ou 4°.

Les Gouvernements et Collège peuvent, par l'adoption concomitante d'arrêtés au contenu identique, élargir la liste des opérateurs publics de formation en alternance en fonction des modifications législatives, décrétales ou réglementaires/de la création d'un nouvel opérateur public de formation ou de l'évolution du marché de l'emploi. »;

4° au même paragraphe, 5°, les mots « au § 2 » sont remplacés par les mots « à l'article 2, § 4*bis* »;

5° au même paragraphe, le 6° est remplacé par ce qui suit :

« 6° « tuteur » : la personne responsable, au sein de l'entreprise, de la formation et de l'accompagnement d'un apprenant en alternance, qui répond aux conditions visées à l'article 2, paragraphe 3, alinéa 2 et qui est :

1° soit le chef d'entreprise ou, lorsque l'entreprise est une personne morale, la personne physique chargée de la gestion effective de l'entreprise et mandatée pour la représenter;

2° soit un membre du personnel désigné par la personne mentionnée au point 1et agissant sous son autorité; »;

6° au même paragraphe, le 7° est remplacé par ce qui suit :

« 7° « le contrat d'alternance » : contrat par lequel l'entreprise s'engage à donner à l'apprenant en alternance une formation pratique en entreprise et par lequel l'apprenant s'oblige à apprendre sous autorité et avec une rétribution des compétences pratiques en entreprise et suivre la formation nécessaire auprès d'un opérateur de formation; »;

7° au même paragraphe, un 7°*bis* est inséré, rédigé comme suit :

« 7°*bis* « plan de formation » : document, annexé au contrat d'alternance, établi par l'opérateur de formation reprenant le parcours de formation de l'apprenant en alternance et les compétences à acquérir, à la fois par le biais de la formation en entreprise et à la fois, par le biais de la formation organisée auprès de l'opérateur de Formation en alternance; »;

8° le même paragraphe est complété par un 9° rédigé comme suit :

« 9° « Parlements » : le Parlement de la Communauté française, le Parlement wallon et l'Assemblée de la Commission communautaire française; »;

9° les paragraphes 2 et 3 sont supprimés;

10° le paragraphe 4 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. Un plan de formation est élaboré par l'opérateur de formation, par l'intermédiaire du référent, et concerté avec l'entreprise et l'apprenant en alternance. Sans préjudice de l'organisation sur base annuelle de la formation en centre de formation ou d'éducation et de formation en alternance, le plan de formation identifie au mieux le parcours individuel de formation de l'apprenant en alternance en lui permettant de bénéficier, s'il échet, des dispenses prévues par ou en vertu de la législation organique des opérateurs de formation en alternance.

Le plan de formation comprend, notamment :

1° la liste des compétences initiales de l'apprenant en alternance;

2° le relevé des titres, certificats et diplômes acquis;

3° les compétences à acquérir par l'apprenant en alternance, conformément aux profils de formation, s'ils existent, produits par le Service francophone des Métiers et Qualifications, ciaprès dénommé le SFMQ;

4° les objectifs de l'évaluation finale de l'apprenant en alternance et ce, en se référant aux seuils de maîtrise fixés par le SFMQ, s'ils existent.

5° les modalités d'évaluation des acquis d'apprentissage ainsi que les titres, certificats et diplômes qui pourront être obtenus au terme du parcours de formation en alternance.

Le plan de formation est découpé en trois ensembles cohérents et inclusifs d'acquis d'apprentissage distinguant ainsi trois niveaux de compétence déterminés par les opérateurs de formation en alternance en concertation avec l'OFFA et en référence aux profils établis au sein du SFMQ, s'ils existent :

1° le niveau A correspond au niveau d'accès à une formation en alternance en entreprise;

2° le niveau B correspond à un ensemble cohérent d'acquis d'apprentissage qu'un apprenant maîtrise normalement lorsqu'il se situe au tiers de l'acquisition des compétences requises par le parcours de formation;

3° le niveau C correspond à un ensemble cohérent d'acquis d'apprentissage qu'un apprenant maîtrise normalement lorsqu'il se situe aux deux tiers de l'acquisition des compétences requises par le parcours de formation.

Tout apprenant entrant dans le dispositif d'alternance commence son parcours de formation au niveau A. La transition d'un niveau à un autre relève de la responsabilité de l'opérateur de formation sur la base d'une évaluation des compétences acquises et des avis du référent et du tuteur, en concertation avec l'apprenant dans un esprit de consensus entre les parties.

Le plan de formation est évolutif et ne peut en aucun cas excéder 6 années. Lorsqu'il est accompli, les modalités de rupture de contrat prévues au § 4*quinquies* sont applicables. Le plan de formation comprend les modalités d'évaluation de l'apprenant.

§ 4*bis*. Pour permettre la réalisation de la formation auprès d'un opérateur de formation, le plan de formation est transmis par le référent au responsable du centre de formation ou d'éducation et de formation en alternance.

§ 4*ter*. Le contrat d'alternance règle les droits et obligations de l'apprenant en alternance et de l'entreprise en ce qui concerne la formation pratique effectuée en entreprise.

Le contrat d'alternance est conclu pour une durée déterminée en fonction de la formation pratique offerte par l'entreprise dans le cadre de l'exécution du plan de formation.

L'apprenant en alternance ne peut conclure un contrat d'alternance que s'il n'est pas lié par un autre contrat d'alternance en même temps.

Le contrat doit être signé par l'apprenant, au besoin accompagné d'un représentant légal, et le chef d'entreprise, moyennant accord du référent avant de débuter la formation en entreprise. Chaque partie au contrat reçoit un exemplaire signé du contrat et une copie du contrat est communiquée au référent.

Le contrat de formation en alternance doit contenir au minimum :

1° l'identité des parties et les coordonnées du référent et du tuteur;

2° la date du début et de la fin de la formation en alternance;

3° l'intitulé du métier dans lequel la formation en alternance est exercée;

4° le ou les lieux d'exécution des activités professionnelles en Belgique;

5° les heures de prestations au sein de l'entreprise et les heures de formation effectuées auprès de l'opérateur de formation en alternance, sans que la durée totale de ces heures ne dépasse la durée hebdomadaire conforme à la réglementation légale, réglementaire ou conventionnelle applicable au métier et à l'entreprise;

6° les droits et obligations de chacune des parties;

7° le montant et les modalités relatives à la liquidation de la rétribution;

8° l'obligation de respecter les dispositions légales, réglementaires et conventionnelles relatives aux assurances et à la réglementation sur la protection de travail pour l'apprenant;

9° une référence aux modalités d'évaluation de la formation en alternance sur la base du plan de formation;

10° les modalités relatives à la période d'essai, la suspension et à la fin du contrat d'alternance.

Préalablement à la conclusion du contrat d'alternance, l'entreprise est agréée ou a sollicité une demande d'agrément auprès d'un opérateur de formation conformément à l'article 2*bis*.

Le contrat d'alternance mentionne que le non-respect des obligations pédagogiques inscrites dans le plan de formation met fin à la formation en alternance et dès lors qu'il fait partie intégrante du contrat d'alternance, entraîne automatiquement la rupture de celui-ci.

§ 4*quater*. Le contrat de formation en alternance peut être suspendu moyennant accord du référent, dans les conditions et les formalités des dispositions de la loi du 3 juillet 1978 sur les contrats de travail pour les ouvriers et pour les employés et en vertu des règles fédérales applicables en matière d'alternance pour ce qui concerne les aspects liés à la sécurité sociale.

En cas de non-respect des obligations de l'une des parties visées au Chapitre II, section 2, le contrat est suspendu pour une durée fixée afin de permettre au contrevenant de se conformer aux dispositions du présent accord.

Tout cas de suspension de contrat doit être communiqué immédiatement à l'autre partie au contrat et au référent. Lorsque l'exécution du contrat est suspendue pendant plus de six mois, le contrat de formation en alternance prend fin à la demande de l'une ou de l'autre des parties contractantes au terme du 6e mois de la suspension.

§ 4*quinquies*. Le contrat de formation en alternance prend fin :

1° au terme de la durée fixée dans le contrat d'alternance;

2° par cas de force majeure lorsque celui-ci rend définitivement impossible l'exécution du contrat;

3° en cas de décès de l'apprenant ou de la personne signataire du contrat d'alternance mandatée pour engager la responsabilité de l'entreprise ou du tuteur;

4° par la volonté de l'une des parties, notifiée par écrit, en période d'essai, moyennant un préavis de sept jours calendrier et en-dehors de la période d'essai, et hors les cas visés au 7° et 8°, moyennant un préavis de quatorze jours calendrier. Le préavis prend effet le lendemain de la notification écrite du préavis. Les parties peuvent également convenir de mettre fin au contrat sans préavis;

5° lorsque l'agrément de l'entreprise est retiré;

6° en cas de cessation d'activités, de faillite, de fusion, de scission, de cession, d'absorption de l'entreprise ou de changement de statut d'entreprise, à moins que le contrat de formation en alternance ne soit repris par l'entreprise repreneuse si celle-ci est également agréée, aux mêmes conditions que le contrat de formation initial et moyennant accord de l'apprenant;

7° en cas de manquement grave de la part de l'apprenant ou de l'entreprise, lorsque le contrat est résilié pour manquement grave dans le chef de l'apprenant, les règles en matière de licenciement pour motif grave d'un travailleur sont d'application;

8° lorsque des doutes sérieux surgissent quant au fait que la formation puisse être terminée et lorsqu'il ne semble pas judicieux de la poursuivre, les motifs de la résiliation doivent être notifiée à l'autre partie, par écrit et de façon circonstanciée endéans les 3 jours après la résiliation du contrat, et ce à peine de nullité.

L'une des parties au contrat ou les deux parties peuvent invoquer l'existence d'un motif justifiant la fin du contrat d'alternance auprès du référent et, le cas échéant, en informer l'autre partie au contrat. En cas de non-respect des obligations découlant du plan de formation et dans les cas de rupture visés au 4°, 6° et 8°, le référent organise préalablement une phase de conciliation entre les parties lorsque celle-ci s'avère opportune. En accord avec l'opérateur de formation et le référent, ce dernier peut compléter sa formation en alternance, pour la durée restante, auprès d'une autre entreprise.

A l'issue d'un contrat d'alternance, il est possible de conclure un nouveau contrat d'alternance entre les mêmes parties, à savoir l'apprenant en alternance et l'entreprise. Néanmoins, un plan de formation adapté doit être joint à ce nouveau contrat d'alternance, prévoyant l'acquisition de compétences techniques et professionnelles nouvelles ou complémentaires par rapport à celles prévues dans le plan de formation précédent. »;

11° le paragraphe 5 est remplacé par ce qui suit :

« § 5. Les Gouvernements peuvent préciser de commun accord le contenu et les modalités de mise en œuvre du contrat d'alternance et du plan de formation qui lui est annexé et prendre toutes les dispositions légales et réglementaires pour que ce contrat d'alternance et le plan de formation qui lui est annexé remplacent, dans les délais qu'ils précisent, la Convention d'insertion socio-professionnelle et le contrat d'apprentissage de l'IFAPME ou du SFPME. ».

Art 2. Dans le deuxième chapitre de l'accord de coopération, une première section est créée, intitulée comme suit :

« Section Ire - Conditions d'accès à la Formation en alternance ».

Art. 3. Le paragraphe 1er de l'article 2 de l'accord de coopération est remplacé par ce qui suit et complété d'un paragraphe 1^{er}bis :

« § 1er. Dans le respect de la loi concernant l'obligation scolaire, le candidat apprenant en alternance doit, pour avoir accès à la formation en alternance, préalablement à l'inscription auprès d'un opérateur de formation en alternance, répondre au minimum à l'une des conditions suivantes :

a) avoir fréquenté deux années du 1er degré de l'enseignement secondaire ordinaire ou spécialisé de forme 4, et avoir atteint l'âge de 15 ans au moment de son inscription;

b) avoir réussi la 3e année de l'enseignement secondaire professionnel ordinaire ou spécialisé de forme4;

c) avoir fréquenté la 3e année de différenciation et d'orientation au sein de l'enseignement ordinaire ou spécialisé de forme 4;

d) avoir fréquenté la 2e phase au sein de l'enseignement spécialisé de forme 3.

A défaut, le candidat doit avoir fait l'objet de la part du conseil de classe, à l'issue de la 2e année différenciée ou de l'année différenciée supplémentaire visées par le décret organisant la différenciation structurelle au sein du 1er degré afin d'amener tous les élèves à la maîtrise des socles de compétences, d'une décision lui ouvrant, parmi d'autres possibilités, celle de poursuivre sa formation en alternance.

Un bilan est proposé aux jeunes s'inscrivant pour la première fois auprès d'un opérateur de formation en alternance. Ce bilan permettra, notamment sur base de l'avis motivé du conseil de classe lorsqu'il propose l'alternance, de définir les compétences que le jeune maîtrise préalablement à son entrée dans le dispositif de formation en alternance et de confirmer l'orientation professionnelle visée. Lorsqu'il apparaît des lacunes empêchant à l'apprenant d'entrer au niveau A de la formation tel que décrit à l'article 4, l'opérateur devra proposer un programme de remédiation visant une acquisition rapide des compétences manquantes. L'opérateur sera garant de la mise en œuvre du programme. Lorsque le jeune aura atteint les objectifs fixés par son programme, il pourra intégrer la formation en entreprise. Les Gouvernements fixent, par l'adoption concomitante d'arrêtés au contenu identique, le contenu et les modalités relatives à ce programme préparatoire, et les critères de réussite.

§ 1^{er}bis. Pour conclure un contrat d'alternance, le candidat apprenant ne doit pas avoir atteint l'âge de 25 ans et peut poursuivre sa formation au maximum jusqu'à la fin de l'année civile au cours de laquelle il atteint l'âge de 26 ans. Les Gouvernements et Collège peuvent pour certaines formations spécifiques, décider de déroger aux conditions d'âge. ».

Art. 4. Dans le deuxième chapitre de l'accord de coopération une deuxième section est créée rédigée comme suit avant l'article 2, paragraphe 2 :

« Section Il - Obligations de l'apprenant, de l'entreprise et de l'opérateur de formation en alternance ».

Art. 5. l'article 2, paragraphe 2, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 2, 4°, est complété comme suit :

« afin de répondre aux dispositions de l'obligation scolaire au cas où il y est soumis; »;

2° le paragraphe 2 est complété comme suit :

« 5° s'abstenir de tout ce qui pourrait nuire, soit à sa propre sécurité, soit à celle des personnes qui effectuent des prestations à ses côtés, soit à celle de tiers;

6° restituer en bon état à l'entreprise les instruments de travail, matières premières non utilisées et les vêtements de travail qui lui ont été confiés;

7° communiquer à l'entreprise et au référent les informations et attestations nécessaires permettant de justifier ses absences éventuelles de l'entreprise;

8° accepter les déplacements éventuels inhérents à l'activité de l'entreprise prévus dans le plan de formation;

9° compléter les documents administratifs et pédagogiques spécifiques à chaque opérateur, dont notamment communiquer les documents et attestations nécessaires pour justifier les absences éventuelles en centre de formation;

10° s'abstenir, tant au cours du contrat d'alternance qu'après la cessation de celui-ci, de divulguer les secrets de fabrication ou d'affaires ainsi que les secrets de toute affaire à caractère personnel ou confidentiel dont il aurait eu connaissance en raison de sa présence dans l'entreprise;

11° prévenir son référent de toute difficulté liée à l'exécution du contrat d'alternance, notamment celle pouvant entraîner la fin du contrat d'alternance; ».

Art. 6. L'article 2, paragraphe 3, de l'accord de coopération est remplacé par ce qui suit et complété d'un paragraphe 3*bis* :

« § 3. L'entreprise désigne un tuteur au sein de l'entreprise qui a pour mission de veiller au bon déroulement de la formation de l'apprenant selon son plan de formation et, notamment, à ce qu'il acquière les compétences professionnelles nécessaires à l'exercice du métier auquel il se destine.

Le tuteur doit remplir les conditions suivantes :

a) soit disposer d'une expérience professionnelle d'au moins cinq années, prouvée par toute voie de droit, dans la profession apprise en tout ou en partie dans le cadre du métier visé par le plan de formation; lorsque le tuteur a obtenu un titre de Chef d'entreprise dans la profession apprise en tout ou en majeure partie dans le cadre du métier visé par le plan de formation, il doit disposer d'une expérience professionnelles d'au moins deux ans;

b) soit être détenteur d'un diplôme ou d'un certificat pédagogique ou d'une attestation de formation au tutorat, délivré par un établissement d'enseignement ou de formation instituée ou agréé par la Communauté ou la Région compétente, prouvant qu'il possède les connaissances pédagogiques nécessaires pour suivre le parcours du jeune en alternance en tant que tuteur;

c) soit être détenteur d'un titre de validation de compétences en tant que tuteur délivré par un centre de validation des compétences agréé par l'entité fédérée compétente.

Il doit justifier d'une conduite irréprochable, en fournissant la preuve d'un extrait II de casier judiciaire belge utilisé dans le cadre d'une activité qui relève de l'éducation, de la guidance médico-sociale, de l'aide à la jeunesse, de la protection infantile, de l'animation ou de l'encadrement des mineurs.

Lorsque l'entreprise a accueilli, dans les 5 ans précédant l'entrée en vigueur du présent avenant à l'accord de coopération, un apprenant en formation en alternance sur hase d'une Convention d'insertion socioprofessionnelle (CISP) ou autre contrat ou convention reconnu par la Communauté française ou d'un Contrat d'apprentissage ou d'une Convention de stage de l'IFAPME ou du SFPME, le tuteur qui a assuré le suivi de cet apprenant pendant toute la durée de la formation en alternance est automatiquement reconnu comme remplissant les conditions du tuteur au sens du présent accord.

§ 3*bis*. Par rapport à l'apprenant, l'entreprise agréée est tenue aux obligations suivantes :

1° informer le référent du nom et de la qualité du tuteur qui assurera le suivi du jeune tout au long de son parcours de formation en alternance;

2° accueillir l'apprenant et veiller à son intégration dans le milieu professionnel pendant le temps de la formation en alternance et lui remettre le règlement de travail lors de la signature du contrat;

3° confier à l'apprenant en alternance uniquement des tâches revêtues d'un caractère formatif en rapport avec son plan de formation et au métier auquel il se destine et ne présentant aucun danger pour sa santé et son intégrité physique;

4° préparer l'apprenant en alternance à l'exercice du métier auquel il se destine notamment en mettant à sa disposition l'aide, l'outillage, en tenant compte de leur usure normale, les matières premières, les vêtements de travail, et de protection nécessaires, sans que cela ne puisse être considéré comme un avantage en nature et d'apporter les soins d'un bon père de famille à la conservation des effets personnels que l'apprenant doit mettre en dépôt;

5° veiller à ce que la partie du plan de formation qui lui incombe soit dispensée à l'apprenant en alternance en vue de le préparer aux évaluations formatives et certificatives et, par conséquence, permettre à l'apprenant de suivre les cours nécessaires à sa formation et autoriser le référent à vérifier, sur le lieu d'exécution du contrat d'alternance, s'il respecte les obligations auxquelles il a souscrit;

6° occuper dans l'entreprise l'apprenant en alternance pour une durée moyenne de travail d'au moins 20h/semaine sur base annuelle, sans préjudice de la législation fédérale en matière de vacances annuelles et des modalités déterminées conjointement par les Gouvernements pour la période de vacances scolaires;

7° faire une déclaration DIMONA à l'Office national de la sécurité sociale, lorsque l'entreprise est soumise à cette obligation;

8° collaborer avec l'opérateur de formation, et en particulier le référent et l'informer du déroulement de la formation au sein de l'entreprise, notamment lors de chacune de ses visites en entreprise;

9° assurer l'apprenant durant toute l'exécution du contrat contre les accidents du travail ou sur le chemin du travail qui peuvent survenir à l'apprenant en alternance au cours ou par le fait de l'exécution du contrat d'alternance, en entreprise ou en centre de formation, en concluant auprès d'une société d'assurances agréée ou auprès d'une caisse d'assurances agréée une police d'assurance en fonction du métier concerné, qui lui garantit les mêmes avantages que ceux qui sont mis en charge de l'assureur par la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail;

10° conclure un contrat d'assurance en responsabilité civile auprès d'une société d'assurance agréée, la police d'assurance couvrant les dommages causés par l'apprenant à des tiers à l'entreprise où se forme l'apprenant;

11° respecter les dispositions de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail et de ses arrêtés d'exécution ainsi que les obligations édictées par le Code sur le bien-être au travail, par le Règlement général de protection du travail ou par les conventions collectives de travail applicables à l'employeur, en ce compris la prise en charge des examens médicaux préalables, ainsi que toute modification ultérieure;

12° respecter les dispositions légales et réglementaires spécifiques au statut de l'apprenant en alternance dont les dispositions relatives aux vacances annuelles;

13° informer, dans les meilleurs délais, le référent sur toute difficulté liée à l'exécution du contrat;

14° accepter le principe de la mobilité extérieure telle que prévue dans le plan de formation;

15° payer une rétribution mensuelle à l'apprenant en alternance, conformément à l'article 2*ter*;

16° rembourser hors abonnement scolaire, sur la base des pièces justificatives, les frais de déplacement de l'apprenant pour la formation pratique en entreprise, comprenant le trajet aller et retour de leur résidence habituelle vers l'entreprise, selon les dispositions applicables à l'entreprise au regard de la convention sectorielle à laquelle il est soumis ou, à défaut, la convention collective de travail n° 19 octies;

17° délivrer, lorsque le contrat de formation prend fin, le document contenant la date du début et de la fin du contrat, et fournir, au besoin, les documents sociaux utiles à l'apprenant. »

Art. 7. A l'article 2, paragraphe 4, de l'accord de coopération, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1er, un 1°bis, rédigé comme suit, est inséré :

« 1°*bis* évaluer, en tant que prérequis à la conclusion du contrat d'alternance, les compétences de l'apprenant en alternance en termes de savoirs, savoir-faire et savoir-être et, le cas échéant, proposer à l'apprenant en alternance un programme préparatoire donnant à celui-ci les moyens de rencontrer les prérequis convenus; »;

b) au même alinéa, le 3° et 4° sont supprimés;

c) au même alinéa, le 5° est remplacé comme suit :

« 5° assurer le suivi administratif et pédagogique de la formation en alternance, en veillant au suivi des apprenants par le référent et délivrer, lorsque le contrat de formation prend fin, les attestations relatives à la formation suivie; »;

d) au même alinéa, le 8°, 9° et 11° sont supprimés;

e) au même alinéa, l0°, les mots « trois mois » sont remplacés par les mots « six mois » et les mots « un programme spécifique qui aura pour objectif d'assurer » par les mots « des modalités visant à assurer »;

f) l'alinéa 2 est remplacé comme suit :

A titre transitoire, les formations en urgence des CEFA, telles que visées par l'article 2*bis*, § 2, du décret du 19 juillet 2001 organisant l'enseignement secondaire en alternance, seront sanctionnées par une attestation de compétences professionnelles, et les formations en apprentissage de l'IFAPME et du SFPME, reconnues comme répondant aux exigences de l'obligation scolaire à temps partiel et qui sont agréées par le ministre compétent mais dont le profil de formation doit encore être défini par le SFMQ seront sanctionnées par le certificat d'apprentissage. »;

g) l'alinéa 3, dernière phrase, est complété comme suit :

« au cas où l'apprenant en alternance est soumis à l'obligation scolaire »;

h) à l'alinéa 4, les mots « visé à l'alinéa 1er, 4°, » sont remplacés par les mots « visé à l'alinéa 1°*bis*, ».

Art. 8. A l'article 2, un paragraphe 4*bis* est inséré, rédigé comme suit :

« § 4*bis*. Le référent a pour missions :

1° d'être l'intermédiaire indispensable à la conclusion du contrat d'alternance, de veiller à ce qu'il soit conduit à bonne fin et d'être notamment chargé des aspects administratifs dans le cadre du suivi de l'apprenant en alternance durant sa formation en entreprise;

2° de veiller au respect du contrat d'alternance et du plan de formation qui y est annexé;

3° de garantir que l'apprenant en alternance et l'entreprise répondent aux obligations visées aux § 2 à 3*bis*;

4° de veiller à assurer une collaboration efficace entre l'apprenant en alternance, l'entreprise, le tuteur et l'opérateur de formation en alternance et être, au besoin, le conciliateur en cas de difficultés rencontrées dans le cadre de la formation en alternance, par l'entreprise ou par l'apprenant, accompagné au besoin de son représentant légal;

5° communiquer à l'apprenant en alternance et ses parents ou son ou ses tuteurs légaux les informations utiles concernant les droits sociaux, notamment quant aux conditions d'accès aux allocations familiales, et accompagner l'apprenant au besoin, dans les démarches à accomplir;

6° informer l'apprenant sur les conditions de certification telles que visées à l'article 3 et de leurs effets de droit et l'informer sur les possibilités de formations complémentaires, de poursuite de la formation ou d'insertion professionnelle sur le marché de l'emploi en collaboration avec le service public de l'emploi compétent.

Art. 9. A l'article 2, le paragraphe 6 est remplacé par ce qui suit :

« Les Gouvernements peuvent préciser par l'adoption concomitante d'arrêtés au contenu identique, les droits et obligations de l'apprenant de l'entreprise, du tuteur, de l'opérateur de formation au du référent. ».

Art. 10. Un chapitre II*bis*, intitulé « Chapitre II*bis* - Conditions d'agrément des entreprises formatrices en alternance », est inséré après l'article 2.

Art. 11. Un article 2*bis* est inséré, rédigé comme suit :

"Art. 2*bis*. § 1er. Préalablement à la conclusion d'un contrat, l'entreprise doit avoir obtenu un agrément auprès de l'opérateur de formation pour dispenser une formation en alternance suivant les modalités tels que définies ci-après.

§ 2. L'entreprise introduit une demande d'agrément auprès d'un opérateur de formation en alternance. Dans les trois mois suivant la demande d'agrément, l'opérateur de formation en alternance effectue une visite de l'entreprise afin de vérifier si l'entreprise satisfait aux conditions d'agrément reprises à l'alinéa suivant.

Pour pouvoir être agréée définitivement en tant qu'entreprise de formation en alternance, l'entreprise doit :

1. exercer effectivement le ou les métiers pour lesquels elle sollicite un agrément;

2. être répertoriée à la Banque Carrefour des Entreprises;

3. être en ordre au niveau des obligations sociales et fiscales;

4. ne faire l'objet d'aucun retrait ou refus d'agrément endéans l'année précédent sa demande;

5. désigner un tuteur pour la formation concernée, chargé du suivi et de l'accompagnement de l'apprenant pendant la durée de la formation en alternance.

Sur la base de ce rapport de visite de l'entreprise, l'opérateur confirme au retire l'agrément pour le(s) métier(s) visé(s) et notifie sa décision à l'entreprise. L'agrément des entreprises peut être subordonné à des conditions complémentaires relatives à la formation pédagogique des tuteurs.

Un agrément provisoire peut être accordé par l'opérateur à l'entreprise si le rapport de visite ne peut être dressé dans le mois de la demande d'agrément, pour autant que l'entreprise déclare sur l'honneur répondre aux conditions visées à l'alinéa 2, 1° à 4°. L'agrément provisoire vaut jusqu'au jour de la notification de la décision de l'opérateur visé à l'alinéa précédent.

§ 3. Tout agrément accordé à une entreprise par un opérateur de formation l'est automatiquement pour l'ensemble des opérateurs de formation en alternance.

Lorsque la formation en alternance exige la manipulation de matériel à risque ou lorsque cette formation s'effectue en dehors de l'entreprise, le tuteur ne peut superviser la formation de plus de 2 apprenants simultanément.

§ 4. L'opérateur de formation peut suspendre ou retirer, par décision motivée, l'agrément de l'entreprise avec laquelle il collabore pour un ou des métiers si au moins une des conditions d'agrément n'est plus remplie ou si l'entreprise n'est pas de manière récurrente en mesure de remplir ses obligations précisées dans le contrat d'alternance. L'opérateur de formation doit informer I'OFFA en même temps que l'entreprise, de l'agrément, de la suspension ou du retrait d'agrément de cette entreprise.

Avant de rendre sa décision, l'opérateur entend l'entreprise concernée qui lui en fait la demande.

Si la demande de suspendre ou de retirer l'agrément d'une entreprise est formulée par un autre opérateur de formation qui collabore au même moment avec l'entreprise concernée, les opérateurs se concertent et peuvent entendre conjointement l'entreprise.

En cas de suspension d'agrément, la décision précise la durée de cette suspension pendant laquelle l'entreprise doit se mettre en ordre par rapport aux obligations qu'elle n'a pas respectées.

Le retrait d'agrément pour une formation déterminée entraîne la résiliation du (des) contrat(s) d'alternance relatif(s) à la formation visée.

Si la demande de suspendre ou de retirer l'agrément d'une entreprise a été formulée par un autre opérateur de formation, l'opérateur de formation en alternance informe l'entreprise de la décision prise en matière de suspension ou de retrait. Lorsque la suspension ou le retrait d'agrément est décidé, l'opérateur en informe d'office tous les opérateurs de formation, via I'OFFA, en stipulant les raisons du retrait ou de la suspension.

Toute suspension ou retrait d'agrément d'une entreprise par un opérateur de formation en alternance l'est automatiquement pour l'ensemble des opérateurs de formation en alternance, sauf lorsque la suspension ou le retrait concerne la non-conformité au référentiel de formation et que celui-ci ne fait pas encore l'objet d'un profil établi par le SFMQ.

§ 5. Les Gouvernements peuvent, par l'adoption concomitante d'arrêtés au contenu identique préciser les conditions d'agrément, les délais, les procédures d'agrément, de suspension ou de retrait d'agrément. »

Art. 12. Un chapitre II*ter*, intitulé « Chapitre II*ter* - Rétribution de l'apprenant », est inséré après l'article 2*bis* nouvellement inséré par le présent avenant.

Art. 13. Un article 2*ter* est inséré comme suit :

« Art 2*ter*. § 1er. La rétribution due à l'apprenant en alternance est considérée comme une rémunération conformément à la loi du 12 avril 1965 concernant la protection de la rémunération des travailleurs.

La rétribution est progressive compte tenu des acquis des compétences par l'apprenant en alternance.

§ 2. Le montant de la rétribution est calculé sur la base du revenu minimum mensuel moyen garanti brut fixé à l'article 1er, paragraphe 1er et à l'article 3, alinéa 1er, dans la convention collective de travail n° 43 du 2 mai 1988 portant modifications et coordination des conventions collectives de travail n° 21 du 15 mai 1975 et n° 23 du 25 juillet 1975 relatives à la garantie d'un revenu minimum mensuel moyen, tel que indexé au 1er décembre 2012, en tenant compte

du niveau de compétence de l'apprenant chiffré de A à C qui est déterminé dans le plan de formation : le niveau A correspond à un montant minimal de 17% du RMMMG, le niveau B à un montant minimal de 24% du RMMMG, et le niveau C à un montant minimal de 32% du RMMMG.

Tout apprenant en alternance commence son parcours de formation au niveau A. La transition d'un niveau à un autre relève de la décision du référent, moyennant avis du tuteur et en concertation avec l'apprenant. Le montant de la rétribution tel que calculé garantit à la famille de l'apprenant en alternance le maintien des allocations familiales.

Lorsqu'une entreprise ou un secteur veut déroger à ce plafond elle en informe l'opérateur de formation qui attirera l'attention de l'apprenant sur le risque éventuel de perte des allocations familiales. L'opérateur est tenu de demander le consentement écrit de l'apprenant ou de ses parents lorsque celui-ci est mineur.

§ 3. Les Gouvernements peuvent conjointement par l'adoption concomitante d'arrêtés au contenu identique d'un accord de coopération, préciser les modalités de la liquidation de la rétribution ou actualiser la base de calcul visé au § 2 en fonction de l'indexation du revenu minimum mensuel moyen garanti brut ou en fonction de l'évolution des dispositions décrétales et réglementaires applicables en matière d'incitants financiers en alternance, dans le souci d'harmoniser de manière cohérente les dispositifs de la formation en alternance. »

Art. 14. L'article 3, paragraphe 1er, du Chapitre III, est remplacé par ce qui suit :

« Art.3. § 1er. Les opérateurs de formation peuvent délivrer les certificats de qualification en application de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 septembre 2011 relatif à l'établissement de la correspondance des titres délivrés par l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises et le Service formation petites et moyennes entreprises créé au sein des Services du Collège de la Commission communautaire française et leurs réseaux de centres de formation.

En cas de modification projetée de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 septembre 2011, une concertation est organisée préalablement avec le Gouvernement de la Région wallonne et le Collège de la Commission communautaire française.

Les Gouvernements s'engagent à adapter les dispositions réglementaires en vue de permettre aux jeunes de poursuivre leur formation auprès de 1'IFAPME ou du SFPME alors qu'ils l'ont débutée dans l'Enseignement et réciproquement. »

Art. 15. Dans le Chapitre IV, une première section, intitulée « Section 1er - Les missions de OFFA », est insérée après l'article 4.

Art. 16. Dans l'article 5 du même accord, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, le 12° est remplacé par ce qui suit :

« 12° concevoir les outils et les indicateurs d'évaluation globale de la formation en alternance, en concertation avec les opérateurs de formation en alternance; »;

2° le même alinéa est complété par un 14° et 15° rédigés comme suit :

« 14° remettre des avis aux Gouvernements sur les demandes d'agrément des actions de formation en alternance liées à l'octroi d'incitants financiers aux entreprises;

15° organiser une procédure de médiation à la demande de l'entreprise en ce qui concerne l'octroi, la suspension ou le retrait d'agrément et à la demande de l'opérateur de formation concernant toute problématique liée à l'exécution du contrat de formation en alternance. »;

3° deux alinéas rédigés comme suit sont insérés entre les alinéas 2 et 3 :

« L'OFFA adresse les recommandations, propositions et avis visés à l'alinéa 2, l° et 2°, dans les 30 jours calendrier prenant cours le jour de la réception du dossier complet de la demande. Ce délai peut être prolongé à la demande de l'OFFA lorsque la demande porte sur une question particulièrement importante ou complexe. En cas d'urgence spécialement motivée par l'auteur de la demande, ce délai peut être réduit à 10 jours calendrier. A défaut pour l'OFFA d'avoir adressé son avis dans le délai prévu, il n'est plus requis.

Sur décision de son conseil d'administration, l'OFFA peut accomplir l'ensemble des missions visées à l'alinéa 2 en partenariat et, à ce titre, conclure des conventions de partenariats. Par « partenariat », il y a lieu d'entendre toute forme d'association ou de collaboration avec des intervenants publics et/ou privés, par laquelle les moyens financiers, humains ou matériels peuvent être mis en commun pour poursuivre un objectif ressortissant des missions de l'OFFA.

Les missions visées à l'alinéa 2 s'étendent à leurs aspects internationaux. Les Gouvernements précisent, par l'adoption concomitante d'arrêtés au contenu identique, le champ d'application de celles-ci. »;

4° dans l'alinéa 3, devenu l'alinéa 7, les mots « Conformément à l'article 17, les Gouvernements peuvent conjointement préciser ces missions » sont remplacés par les mots :

« Les Gouvernements peuvent, par l'adoption concomitante d'arrêtés au contenu identique, préciser ces missions ».

Art. 17. Dans le chapitre IV du même accord, une deuxième section, intitulée « Section 2 - Le conseil d'administration », est insérée avant l'article 6.

Art. 18. L'article 6 du même accord de coopération est remplacé par ce qui suit :

« § 1er. L'OFFA est administré par un conseil d'administration composé de dix-huit membres effectifs et autant de membres suppléants appartenant aux catégories suivantes :

1° cinq membres nommés par le Gouvernement communautaire répartis comme suit :

a) quatre représentants de l'Enseignement obligatoire sur proposition du Conseil général de concertation de l'Enseignement obligatoire;

b) un représentant de l'Enseignement de Promotion sociale, sur proposition du Conseil supérieur de l'Enseignement de Promotion sociale;

2° sept membres sont nommés par le Gouvernement wallon répartis comme suit :

a) trois représentants de 1'IFAPME sur proposition de celui-ci;

b) deux représentants des organisations représentatives des travailleurs sur la base d'une liste double proposée par le Conseil économique et social de la Région wallonne;

c) deux représentants des organisations représentatives des employeurs sur la base d'une liste double proposée par le Conseil économique et social de Wallonie;

3° six membres sont nommés par le Collège répartis comme suit :

a) deux représentants du SFPME sur proposition de celui-ci;

b) deux représentants des organisations représentatives des travailleurs situées sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale sur la base d'une liste double proposée par celles-ci;

c) deux représentants des organisations représentatives des employeurs situées sur le territoire de la Région bilingue de Bruxelles-Capitale sur la base d'une liste double proposée par celles ci.

Tous les membres du conseil d'administration ont voix délibérative.

Les membres suppléants ne siègent qu'en l'absence des membres effectifs qu'ils suppléent. Un tiers au moins des membres effectifs et suppléants est de sexe différent.

§ 2. Assistent aux réunions du conseil d'administration avec voix consultative :

1° le fonctionnaire dirigeant de I'OFFA;

2° les commissaires des Gouvernements;

3° les experts invités.

§ 3. Le mandat des membres effectifs et suppléants du conseil d'administration est d'une durée de six ans, renouvelable.

La Présidence du conseil d'administration est assurée alternativement tous les deux ans selon l'ordre établi de la manière suivante : un représentant de la Communauté française parmi les membres visés à l'article 6, § 1er, 1°, un représentant de la Région wallonne parmi les membres visés à article 6, § 1er, 2°, puis un représentant de la Commission communautaire française parmi les membres visés à l'article 6, § 1er, 3°. Les fonctions de Vice-présidences sont assurées par les représentants des deux entités non représentées à la Présidence. ».

Art. 19. L'article 7 du même accord est remplacé par ce qui suit :

« Art. 7. § 1er. Nul ne peut être nommé en qualité de membre effectif ou suppléant du conseil d'administration s'il ne remplit pas les conditions suivantes :

1° être ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne;

2° être âgé de maximum 70 ans;

3° ne pas avoir été condamné ou avoir été ou être membre d'un organisme ou d'une association qui a été condamnée, en vertu d'une décision de justice coulée en force de chose jugée, pour non respect des principes de la démocratie tels qu'énoncés par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la Constitution, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie ou par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation de génocide commis par le régime national socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale ou toute autre forme de génocide.

Cette interdiction cesse dix années après la décision de justice précitée, s'il peut être établi que la personne ou l'association a publiquement renoncé à son hostilité vis-à-vis des principes démocratiques énoncés par les dispositions visées ci-dessus.

Cette interdiction cesse un an après la décision de justice précitée, si la personne a démissionné de l'organisme ou de l'association en raison de et immédiatement après la condamnation de cette dernière pour non-respect des principes démocratiques énoncés par les dispositions visées ci-dessus;

4° ne pas être dans une situation de conflit d'intérêt personnel ou fonctionnel en raison de l'exercice d'une activité ou de la détention d'intérêts dans une personne morale exerçant une activité similaire aux missions exercées par l'OFFA.

Les Gouvernements peuvent préciser, par l'adoption concomitante d'arrêtés au contenu identique, les conditions de nomination des membres du conseil d'administration.

§ 2. La qualité de membre effectif ou suppléant du conseil d'administration est incompatible avec le mandat ou les fonctions de :

1° membre du Gouvernement de l'Etat fédéral, de la Communauté, de la Région ou de la Commission européenne;

2° membre du Parlement de l'Etat fédéral, de la Communauté ou de la Région ou du Parlement européen;

3° gouverneur de province ou député provincial;

4° membre du personnel de I'OFFA;

5° conseiller externe, expert ou consultant régulier de /'OFFA.

Les Gouvernements peuvent préciser, par l'adoption concomitante d'arrêtés au contenu identique, les incompatibilités avec le mandat de membre du conseil d'administration.

Si au cours de son mandat, le membre effectif du conseil d'administration accepte d'exercer une fonction ou un mandat visé à l'alinéa 1er, son mandat est suspendu de plein droit. Il est remplacé par son suppléant pendant la durée de son mandat ou de l'exercice de la fonction incompatible.

Le membre effectif du conseil d'administration dont le mandat a été suspendu retrouve son mandat dans les trois mois de la fin de l'incompatibilité.

§ 3. Le mandat des membres de l'OFFA prend fin :

1° en cas de démission;

2° lorsqu'un membre ne fait plus partie de l'organisme qu'il représente ou lorsque cet organisme sollicite son remplacement;

3° lorsqu'il est absent de manière injustifiée à plus de trois réunions consécutives ou cours des douze dernières réunions auxquelles il a été régulièrement convoqué;

4° lorsqu'il ne répond plus aux conditions de nomination;

5° lorsque le Gouvernement décide, après avis ou sur proposition des commissaires, de révoquer un membre du conseil d'administration qu'il a nommé, s'il est avéré que :

a) ce membre a commis sciemment un acte incompatible avec la mission ou l'objet social de l'OFFA;

b) ce membre ne respecte pas le caractère confidentiel des délibérations, des documents, lorsqu'un tel caractère confidentiel est reconnu conformément aux dispositions de nature légale ou réglementaire, en ce compris celles qui résultent du règlement d'ordre intérieur;

c) ce membre présente un conflit d'intérêt personnel ou fonctionnel;

d) ce membre a commis une faute ou une négligence grave dans l'exercice de son mandat;

e) ce membre présente une hostilité ou est membre d'un organisme qui marque une hostilité vis-à-vis des principes de la démocratie tels qu'énoncés par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la Constitution, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie ou par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation de génocide commis par le régime national socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale ou toute autre forme de génocide.

Dans ces cas, préalablement à leurs décisions, les Gouvernements entendent le membre du conseil d'administration si celui-ci le sollicite; au cours de son audition, le membre peut être assisté par la personne de son choix.

Le membre qui cesse d'exercer son mandat avant l'expiration de celui-ci est remplacé dons les quatre mois par son suppléant qui devient membre effectif pour la période qui reste à courir; un nouveau suppléant étant désigné selon les conditions fixées au paragraphe 1er.

§ 4. Sont applicables aux membres du conseil d'administration, les dispositions du décret du Conseil régional wallon du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution.

Art. 20. l'article 8 du même accord, est remplacé comme suit :

"Art. 8. § 1er. Les décisions du conseil d'administration sont valablement adoptées à la majorité des suffrages exprimés à la condition que la majorité des membres de chacune de ses catégories soit présente. Le conseil d'administration se réunit au minimum huit fois par an.

Le conseil d'administration désigne, parmi les membres du personnel de I'OFFA, la personne chargée de son secrétariat, ainsi que son suppléant;

§ 2. Sans préjudice des dispositions de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, le conseil d'administration dispose de tous les pouvoirs nécessaires à l'administration de I'OFFA.

§ 3. Le conseil d'administration établit un règlement d'ordre intérieur dans les six mois de sa constitution.

Le règlement d'ordre intérieur du conseil d'administration doit à tout le moins prévoir :

1° les règles de convocation des membres effectifs et suppléants, en ce compris par voie électronique;

2° les règles relatives à l'inscription des points à l'ordre du jour et à la convocation des réunions;

3° les règles applicables en cas d'absence ou d'empêchement du président et du ou des viceprésident(s);

4° les modalités de mise en œuvre de la remise d'un avis ou d'une décision en cas d'urgence ou de circonstances spécialement motivées;

5° l'obligation de rédiger un procès-verbal des débats tenus au cours de chaque réunion;

6° le mode de transmission des documents aux membres effectifs et suppléants;

7° les conditions et situations dans lesquelles la confidentialité des délibérations ou des documents peut être appliquée;

8° le cas échéant, le siège et le lieu des réunions du conseil d'administration;

9° les modalités de consultation du rapport annuel;

10° les règles de déontologie comprenant des dispositions relatives aux conflits d'intérêts;

11° le caractère public ou non des réunions du conseil d'administration.

§ 6. L'OFFA peut accorder aux membres du conseil, hormis les membres issus des administrations, au président et aux vice-présidents, des indemnités de déplacement et des jetons de présence, dont les Gouvernements fixent les montants, par l'adoption concomitante d'arrêtés au contenu identique, à charge de l'OFFA. ".

Art. 21. Dons le Chapitre IV du même accord, une troisième section, intitulée « Section 3 – Les Commissaires », est insérée avant l'article 9.

Art. 22. L'article 9 du même accord est remplacé par ce qui suit :

« Art. 9. § 1er. L'OFFA est soumis au contrôle des Gouvernements par l'intervention de trois commissaires du gouvernement. Chaque Gouvernement nomme son commissaire du gouvernement.

§ 2. Les dispositions du décret du Conseil régional wallon du 12 février 2004 relatif au commissaire du Gouvernement pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution sont applicables aux trois commissaires du gouvernement, à l'exception de l'article 8, § 2, du décret du Conseil régional wallon du 12 février 2004 précité.

§ 3. Chaque commissaire adresse son recours au Gouvernement ou au Collège qui l'a nommé et en adresse une copie, le même jour, au(x) autre(s) Gouvernement(s) ou Collège.

Ce recours est suspensif et doit être exercé dans un délai de quatre jours calendrier. Ce délai prend cours à partir du jour de la réunion à laquelle la décision a été prise, pour autant que les commissaires y aient été régulièrement convoqués et, dans le cas contraire, à partir du jour où le commissaire qui introduit la procédure de recours en a reçu connaissance.

Le Gouvernement ou le Collège saisi du recours peut annuler la décision sur avis conforme des deux autres Gouvernements ou Collège dans un délai de trente jours calendrier à dater du jour de la réunion à laquelle la décision a été prise. Le délai de trente jours peut être prorogé d'un nouveau délai de dix jours par décision du Gouvernement ou du Collège qui a été saisi du recours. La décision d'annulation doit être motivée et notifiée par lettre recommandée à I'OFFA. Une copie est également envoyée, par courrier simple, aux commissaires et aux deux autres Gouvernements ou Collège. A défaut d'une décision dans le délai, la suspension est levée et la décision devient définitive. »

Art. 23. Les articles 10 à 13 du même accord sont abrogés.

Art. 24. Dans le Chapitre IV, une quatrième section, intitulée « Section 4 - Le Personnel et la Gestion journalière » est insérée après l'article 9 nouveau.

Art. 25. Dans la Section 4 du Chapitre IV, il est inséré un article 10 rédigé comme suit :

« Art. 10. § 1er. Les Gouvernements fixent l'organigramme, le statut du personnel et créent l'organe de concertation de I'OFFA par l'adoption concomitante d'arrêtés au contenu identique, après concertation conjointe des comités de secteur XV, XVI et XVII institués en vertu de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités.

§ 2. L'organigramme de I'OFFA peut prévoir des emplois de niveau A, B, Cet D au sens de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la fonction publique wallonne.

Il prévoit en tout état de cause un emploi de fonctionnaire dirigeant de rang A3. Aucun emploi de rang supérieur ne peut être inscrit au cadre.

§ 3. Sans préjudice des articles 11 et 12 et sous réserve des adaptations nécessaires adoptées par les Gouvernements par l'adoption concomitante d'arrêtés au contenu identique, l'arrêté du gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne et l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel sont applicables aux membre du personnel statutaire et contractuel de I'OFFA.

§ 4. L'OFFA est autorisé à participer au régime de pension institué par la loi du 28 avril 1958 relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et de leurs ayants droits. »

Art.26. Dans la Section 4 du Chapitre IV, il est inséré un article 11 rédigé comme suit :

"Art. 11. § 1er. L'OFFA est dirigé par un fonctionnaire dirigeant mandataire. Il exerce l'autorité hiérarchique sur les membres du personnel recrutés, engagés ou mis à disposition, coordonne les services de l'OFFA et en assure l'unité de gestion.

Il exécute les décisions du conseil d'administration et lui rend compte trimestriellement de l'exécution de celles-ci.

Il assume la gestion journalière de I'OFFA. A ce titre, il ordonne les dépenses et peut accomplir tous les actes conservatoires, tous les actes d'exécution des décisions prises par le conseil d'administration, de même que tous les actes qui, en raison de leur importance ou des conséquences qu'ils entraînent pour I'OFFA ne présentent pas un caractère exceptionnel, ne représentent pas un changement de politique administrative et constituent l'expédition des affaires courantes de I'OFFA. Il assume toute autre mission qui lui est déléguée par le conseil d'administration.

Le fonctionnaire dirigeant informe le président du conseil d'administration, d'initiative ou à la demande de celui-ci, des actes accomplis dans le cadre de la gestion journalière et lui fournit toutes les explications y relatives.

Il représente valablement I'OFFA dans les actes judiciaires et extra-judiciaires et agit valablement en son nom et pour son compte en ce qui concerne les actes de gestion journalière, et au nom du conseil d'administration pour ce qui concerne les actes relevant de sa compétence.

Le fonctionnaire dirigeant est habilité à déléguer à un ou plusieurs membres du personnel une partie des pouvoirs qui lui sont attribués par ou en vertu du présent article, dans les limites et conditions qu'il détermine, en ce compris son pouvoir de représenter l'OFFA devant les juridictions judiciaires et administratives.

§ 2. Le fonctionnaire dirigeant de I'OFFA est désigné conjointement par les Gouvernements par l'adoption concomitante d'arrêtés au contenu identique pour une durée de cinq ans.

§ 3. Sans préjudice des dispositions du présent accord, les modalités de désignation du fonctionnaire dirigeant et d'exercice du mandat, en ce compris les règles en matière d'évaluation, de fin et de renouvellement du mandat sont celles du livre Il relatif au régime des fonctionnaires généraux de l'arrêté du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne.

Le rôle assigné au Gouvernement wallon dans l'arrêté précité est endossé par les Gouvernements agissant conjointement.

Dans la mesure où ces modifications sont nécessaires à leur application à l'OFFA, les Gouvernements peuvent modifier et compléter les dispositions de l'arrêté précité par l'adoption concomitante d'arrêtés au contenu identique.

§ 4. La commission de sélection visée à l'article 344 § 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne est composée dans le cadre de la désignation du fonctionnaire dirigeant de l'OFFA :

1° de deux représentants de chaque Gouvernement;

2° du président du conseil d'administration ou, pour la première désignation du mandataire, du président du conseil d'administration d'ALTIS »;

3° de l'administrateur délégué du SELOR ou de son délégué, membre de droit et président;

4° de deux experts, s'entendant de personnes qui en vertu de leurs titres ou de leur expérience bénéficient de compétences dans un des domaines suivants : fonction publique, gestion des compétences, sciences humaines.

Les agents visés à l'alinéa 1er, 2°, a, et 3°, et les experts visés à l'alinéa 1er, 4°, sont désignés pour une période de quatre ans renouvelable.

Art. 27. Dans la Section 4 du Chapitre IV, il est inséré un article 12 rédigé comme suit :

« Art. 12. § 1er. Il est pourvu à la vacance des emplois au sein de I'OFFA :

- soit par mise en congé par le Service Public de Wallonie, le Ministère de la Communauté française, les Services du Collège de la Commission communautaire française ou les organismes d'intérêt public qui dépendent de la Région wallonne, la Communauté française et la Commission communautaire commune ainsi que par un congé pour mission en ce qui concerne les membres du personnel de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française. Les membres du personnel mis à disposition de I'OFFA sont placés en congé dans leur emploi d'origine. La rémunération initiale reste à charge du budget de son service d'origine Par rémunération, on entend les cotisations patronales, le traitement, le pécule de vacances, l'allocation de foyer ou de résidence, l'allocation de fin d'année, et les allocations familiales. Pour le reste, les Gouvernements fixent, notamment, les congés et horaires, dans le statut du personnel de l'OFFA visé à l'article 10;

- soit par recrutement ou engagement de personnel sur base d'une décision du conseil d'administration.

Afin de pourvoir aux emplois, I'OFFA lance un appel à candidatures à tous les membres du personnel du Service Public de Wallonie, le Ministère de la Communauté française, les Services du Collège de la Commission communautaire française au les organismes d'intérêt public qui dépendent de la Région wallonne, la Communauté française et la Commission communautaire française.

L'OFFA sélectionne les candidats en comparant les titres et mérites sur la base du profil de fonction.

La répartition des détachements sur les emplois tels que prévus dans l'organigramme de I'OFFA se fait en fonction de la clé de répartition prévue à l'article 16 du présent accord.

§ 2. Dans l'hypothèse où tous les emplois ne sont pas pourvus selon les modalités prévues au paragraphe 1er, le Conseil d'Administration peut pourvoir au recrutement et à l'engagement des emplois vacants de l'organigramme prévu à l'article 10, § 1er du présent accord. ".

Art. 28. Dans le Chapitre IV du même accord, une cinquième section, intitulée « Section 5 - Le Contrat de gestion », est insérée après l'article 12 .

Art. 29. Dans la Section 5 du Chapitre IV, insérée par l'article 28, il est inséré un article 13 rédigé comme suit :

"Art. 13. § 1er L'OFFA exerce les missions définies à l'article 5 conformément au contrat de gestion, conclu pour une durée de cinq ans avec les Gouvernements, agissant de manière conjointe.

§ 2. Le contrat de gestion précise les tâches que I'OFFA assume en vue de l'exécution de ses missions de service public.

Le contrat de gestion contient :

1° les tâches que I'OFFA assume en vue de l'exécution de ses missions de service public;

2° les objectifs d'impact, de qualité, d'efficacité et d'efficience à atteindre déterminés par des critères mesurables, précis et assortis de délais de réalisation, ainsi que la définition des indicateurs liés à la réalisation de ces objectifs composant le tableau de bord qui précise, pour chacun de ces indicateurs, une valeur de référence et indique périodiquement leur degré de réalisation et leur évolution;

3° les dispositions à prendre pour assurer le respect des politiques que le Gouvernement de la Communauté française, le Gouvernement wallon et le Collège mettent en œuvre conjointement;

4° le montant initial de la dotation nécessaire à la couverture des charges qui découlent de l'exécution du contrat de gestion, en tenant compte des coûts et recettes de I'OFFA relatifs à l'exécution de ses tâches;

5° les règles de mise à disposition de la dotation, d'adaptation de celle-ci et les modalités de report de solde;

6° l'obligation de distinguer les coûts liés à la mise en œuvre des tâches et en particulier les dépenses d'investissement et les dépenses d'exploitation;

7° l'affectation des recettes des missions de service public;

8° la description des engagements de l'OFFA vis-à-vis des usagers des services publics, notamment en matière d'information;

9° les conditions d'application des incitants ou des sanctions, notamment budgétaires, liés au niveau de réalisation des objectifs et des engagements de I'OFFA;

10° les procédures de modification et de renouvellement et ses règles de résolution de conflits.

Le Gouvernement de la Communauté française, le Gouvernement wallon et le Collège peuvent, par l'adoption concomitante d'arrêtés au contenu identique, préciser le contenu du contrat de gestion et les modalités procédurales.

§ 3. Préalablement au renouvellement du contrat de gestion, les Gouvernements, en concertation avec I'OFFA, et son conseil d'administration, procèdent conjointement à l'évaluation du fonctionnement et de l'état du service public dont est chargé I'OFFA.

Cette évaluation comporte les aspects relatifs au contexte économique, éducatif, social et environnemental dans lequel travaille I'OFFA aux perspectives d'avenir de la formation en alternance, à la satisfaction des usagers et, le cas échéant, une analyse des effets du contrat de gestion précédent.

Les Gouvernements font également procéder parallèlement par un tiers à une évaluation distincte.

Les Gouvernements adoptent, par décision adoptée concomitamment, et en tenant compte des évaluations réalisées décrites aux alinéas 1 à 3, une note d'orientation déterminant les lignes directrices du projet de contrat de gestion.

Dans le respect de la note d'orientation visée à l'alinéa 4, un projet de contrat de gestion est établi par les parties au contrat de gestion en tenant compte des évaluations réalisées décrites aux alinéas 1er à 3. Ce projet est soumis au conseil d'administration de I'OFFA qui l'approuve.

Le contrat de gestion est également soumis à l'approbation de chacun des Gouvernements concomitamment.

Dans le mois de sa conclusion, les Gouvernements communiquent, pour information, le contrat de gestion respectivement au Conseil économique et social de Wallonie, au Conseil économique et social de la Communauté française, au Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale et à la Commission consultative de la Formation, de l'Emploi et de l'Enseignement et procèdent à sa publication au *Moniteur belge*.

Sans préjudice des règles applicables à la concertation sociale, le personnel de l'OFFA de l'organisme est informé du contenu du contrat de gestion

Après la conclusion du contrat de gestion, I'OFFA établit un plan d'exécution qui fixe les objectifs et la stratégie prévue à moyen terme et son impact sur le budget.

Les Gouvernements peuvent désigner, par décision prise concomitamment, les services ou organismes publics qui seront chargés, le cas échéant, de veiller au lancement et au suivi de l'évaluation visée aux alinéas 1 à 3, ainsi que de la note d'orientation et du contrat de gestion.

§ 4. Le contrat de gestion peut être modifié de manière substantielle selon la procédure prévue pour son renouvellement prévu au paragraphe 3, alinéa 1er.

Les modifications du contrat de gestion sont également publiées au *Moniteur belge*.

§ 5. Si un nouveau contrat de gestion n'entre pas en vigueur à l'expiration du précédent, le contrat de gestion venu à expiration est prorogé de plein droit jusqu'à l'entrée en vigueur, au cours de l'année à dater de la date de l'expiration du contrat de gestion, d'un nouveau contrat de gestion conformément à la procédure prévue au paragraphe 3.

Si, un an après la date de l'expiration du contrat de gestion, un nouveau contrat de gestion n'est pas entré en vigueur, les Gouvernements peuvent, de manière concomitante, fixer les règles provisoires du contrat de gestion qui restent d'application jusqu'à l'entrée en vigueur d'un nouveau contrat de gestion conclu conformément à la procédure prévue au paragraphe 3. Les règles provisoires sont publiées au *Moniteur belge*.

§ 6. Toute clause résolutoire expresse dans le contrat de gestion est réputée non écrite.

L'article 1184 du Code civil n'est pas applicable au contrat de gestion. La partie envers laquelle une obligation contenue dans le contrat de gestion n'est pas exécutée ne peut poursuivre que l'exécution de l'obligation et, le cas échéant, demander des dommages et intérêts, sans préjudice de l'application de toute sanction spéciale prévue dans le contrat de gestion.

§ 7. Le tableau de bord visé au paragraphe 2, alinéa 1er, 2°, fait l'objet d'une présentation annuelle aux Gouvernements.

§ 8. Le conseil d'administration établit un rapport annuel sur la mise en œuvre du contrat de gestion.

Ce rapport annuel est transmis aux Gouvernements.

Les Gouvernements peuvent déterminer le contenu minimal du rapport visé à l'alinéa 1er qui comprend au moins une analyse de la réalisation des objectifs sur la base des indicateurs visés au paragraphe 2, 2°.

§ 9. Les Gouvernements adoptent le rapport annuel visé au paragraphe 8 et le communiquent, chacun pour ce qui le concerne, à leurs Parlements respectifs. ".

Art. 30. Dans le Chapitre IV, une sixième section, intitulée « Section 6 - Le Financement et le Budget de l'OFFA », est insérée après l'article 13.

Art. 31. Dans la Section 6 du Chapitre IV insérée par l'article 29, il est inséré un article 13/1rédigé comme suit :

« Art. 13/1. § 1er. Chaque année, au plus tard pour le 31 décembre de l'année précédant l'exercice budgétaire concerné, le conseil d'administration établit un budget comprenant l'ensemble des recettes et des dépenses de I'OFFA, quelles qu'en soient l'origine et la cause, sur la base des dispositions décrétales, réglementaires ou administratives qui régissent l'élaboration de l'exercice budgétaire.

L'année budgétaire coïncide avec l'année civile.

Les recettes et dépenses résultant de l'exercice des missions visées à l'article 5 sont présentées distinctement.

Le projet de budget est établi par le conseil d'administration et soumis à l'approbation de chacun des Gouvernements.

Le budget est communiqué à chacun des Parlements en annexe à la justification accompagnant les projets de décrets budgétaires des parties signataires à l'accord de coopération.

§ 2. Les Gouvernements fixent, par l'adoption concomitante d'arrêtés au contenu identique, les règles relatives à la présentation du budget, à la comptabilité, aux situations et rapports annuels ainsi qu'au contrôle de rengagement des dépenses.

§ 3. Un ou plusieurs réviseurs d'entreprise sont désignés par les Gouvernements par l'adoption concomitante d'arrêtés au contenu identique, sur proposition du conseil d'administration, en vue de contrôler les comptes de l'organisme, de vérifier les écritures et d'en certifier l'exactitude et la sincérité. Le(s) réviseur(s) est (sont) désigné(s) parmi les membres de l'Institut des Réviseurs d'entreprises. Leurs droits et obligations sont définis dans les normes légales et réglementaires fédérales.

§ 4. Pour le 30 avril au plus tard, I'OFFA établit les comptes annuels d'exécution de son budget, ainsi que la situation active et passive au 31 décembre de l'année considérée et les soumet pour approbation à chacun des Gouvernements. ».

Art. 32. Dans l'article 14, qui sont insérés dans la Section 6 du Chapitre IV de l'accord de coopération, les mots « la garantie conjointe des Gouvernements octroyée conformément à l'article 17. » sont remplacés par les mots :

« la garantie accordée de manière commune par les Gouvernements. ».

Art. 33. Dans le chapitre VI du même accord, une première section, intitulée « Section 1re - Dispositions communes », est insérée avant l'article 17.

Art. 34. Dans l'article 17 du même accord, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1er est remplacé par ce qui suit :

« En sus des articles 21 à 23 du présent accord, les Gouvernements s'engagent à déposer les textes devant leurs assemblées parlementaires de manière à modifier, dénoncer ou abroger, ou remplacer les accords de coopération et les décrets en vue de l'exécution du présent accord. Ils s'engagent également à modifier, à abroger ou à remplacer les arrêtés et les réglementations nécessaires à l'exécution du présent accord. Des modalités transitoires peuvent y être prévues. »;

2° les alinéas 2 à 4 sont supprimés.

Art. 35. Dans le même accord, il est inséré un nouvel article 17*bis* rédigé comme suit :

« Art. 17*bis*. Toutes les entreprises n'ayant pas fait l'objet soit d'un retrait d'agrément soit d'un avis négatif du conseil consultatif de la formation en alternance ou du Bureau permanent de la Formation en alternance motivé par le non respect de l'article 11, § 2, et ayant eu dans les cinq ans précédant l'entrée en vigueur du présent avenant à l'accord de coopération un apprenant en formation en alternance sur base d'une convention d'insertion socioprofessionnelle (CISP) ou autre contrat ou convention reconnu par la Communauté française, ou d'un contrat d'apprentissage ou d'une convention de stage de I'IFAPME ou du SFPME sont automatiquement considérées comme agréées au sens du présent accord de coopération. Les opérateurs transmettent à I'OFFA la liste des entreprises, avec les métiers concernés, qu'ils ont agréées ou, dans le cas des CEFA, la liste des entreprises avec lesquelles ils ont collaboré. ».

Art. 36. Dans le chapitre VI du même accord, une deuxième section, intitulée « Section 2 - Dispositions abrogatoires communes à la Communauté française, à la Région wallonne et à la Commission communautaire française », est insérée après l'article 19.

Art. 37. Dans la section 2 du Chapitre VI du même accord, tel que modifié, l'article 20 est remplacé comme suit :

« Art. 20. § 1er. Les Gouvernements invitent l'Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et les entités visées respectivement aux articles 15 et 15*bis* de l'accord de coopération du 20 février 1995, modifié par l'avenant du 4 juin 2003, relatif à la formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et la tutelle de l'Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne, à dénoncer tout protocole d'accord et toute convention de partenariat et de collaboration, devenus sans objet du fait de l'entrée en vigueur de l'accord de coopération.

§ 2. Dans l'accord de coopération conclu le 20 février 1995 relatif à la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et à la tutelle de l'Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne, ainsi que l'avenant du 04 juin 2003 modifiant l'accord de coopération précité, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le premier chapitre, aux articles 5, § 1er, alinéa 1er, et 8, § 1er, alinéa 1er les mots « Après avis de l'Institut visé à l'article 15 » sont supprimés;

2° dans le deuxième chapitre, sont apportées les modifications suivantes :

a) dans la première section, intitulée « Section première- Généralités », l'article 15 est abrogé;

b) dans la deuxième section, intitulée « Section 2. – Attributions », les modifications suivantes sont apportées :

i. l'article 20 est abrogé;

ii. à l'article 20*bis*, alinéa 2, les mots « Sans préjudice des missions reprises à l'article 20, confiées à l'Institut » sont remplacés par les mots qui suivent :

« Sans préjudice des missions visées à l'article 5 de l'accord de coopération-cadre relatif à la formation en alternance, conclu à Bruxelles, le 24 octobre 2008, entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française, confiées à I'OFFA de la formation en alternance, ";

iii. l'article 21 est remplacé par ce qui suit :

« Pour l'accomplissement de ses missions, l'entité visée à l'article 15*bis* peut conclure avec l'Office francophone de la Formation en alternance visé à l'article 4 de l'accord de coopération-cadre relatif à la formation en alternance, conclu à Bruxelles, le 24 octobre 2008, entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française, ainsi qu'avec les autres opérateurs de l'enseignement, de la formation ou de l'insertion, des protocoles d'accords ou, le cas échéant, des conventions de partenariat et de collaboration. »;

3° le libellé du troisième chapitre est supprimé;

4° les libellés de la section première sont supprimés;

5° les articles 28 à 34, 36 à 42 et 44 sont abrogés.

Lorsqu'il sera mis fin à l'existence juridique de l'Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, le patrimoine mobilier et immobilier appartenant à l'Institut sera transféré, sans indemnisation, à I'OFFA dans les six mois à dater de l'entrée en vigueur du présent article et devront être répertoriés dans un inventaire figurant dans le règlement d'ordre intérieur de I'OFFA. Les droits et obligations y afférents, en ce compris la propriété intellectuelle ou industrielle relatifs aux œuvres, créations, ou programmes de formation, à l'exception des programmes et référentiels de formation créées par I'IFAPME ou le SFPME, sont également transférés à moins que les Gouvernements ne décident conjointement d'une autre affectation pour certains droits ou obligations relatifs au patrimoine mobilier et immobilier. »

Art. 38. Dans le chapitre VI, une troisième section, intitulée « Section 3 - Dispositions abrogatoires communes à la Communauté française et à la Région wallonne », est insérée après l'article 20.

Art. 39. Dans la section 3 du Chapitre VI du même accord, tel que modifié, l'article 21 est remplacé comme suit :

« Art. 21. L'accord de coopération relatif à l'organisation d'une filière de formation qualifiante en alternance, conclu à Namur, le 18 juin 1998, entre le Gouvernement de la Communauté française et le Gouvernement wallon est dénoncé par les parties signataires à la date fixée concomitamment, par arrêtés, du Gouvernement communautaire et du Gouvernement régional.

A cette même date et en application de l'article 19 de l'accord cité à l'alinéa 1er, le Conseil consultatif est dissout et l'agrément de l'association sans but lucratif visée à l'article 13 de ce même accord est retiré.

A cette même date et pour autant que celle-ci se rapporte directement aux missions de I'OFFA la propriété intellectuelle ou industrielle relative aux œuvres et créations du Conseil consultatif de la formation en alternance est transférée à l'OFFA.

En cas de dissolution de l'association sans but lucratif visée à l'article 13 de l'accord cité à l'alinéa 1°, l'OFFA peut recevoir le patrimoine mobilier et immobilier appartenant à l'association. Si le patrimoine mobilier et immobilier est transféré, il sera répertorié dans un inventaire figurant dans le règlement d'ordre intérieur de I'OFFA. Les droits et obligations y afférents, en ce compris la propriété intellectuelle ou industrielle relatifs aux œuvres, créations, ou programmes de formation, peuvent également être transférés à I'OFFA.

A titre transitoire, le Conseil consultatif de la formation en alternance et l'association sans but lucratif visé à l'article 13 de l'accord cité à l'alinéa 1er, poursuivent leurs missions telles que définies dans cet accord, et ce, jusqu'à la date prévue à l'alinéa 1er. Les demandes d'agrément visées à l'article 5, 14°, qui sont introduites avant la date fixée à l'alinéa 1er, poursuivent leur instruction selon les conditions et procédures prévues dans l'accord de coopération relatif à l'organisation d'une filière de formation qualifiante en alternance, conclu à Namur, le 18 juin 1998, entre le Gouvernement de la Communauté française et le Gouvernement wallon.

A titre transitoire et jusqu'à l'établissement de la subvention annuelle au profit des CEFA visée à l'article 15, alinéa 1er, et de l'incitant financier au bénéfice des entreprises visé à l'article 15, alinéa 2, l'opérateur de formation visé à l'article 1er, 2°, a), et l'entreprise, associés dans la mise en œuvre d'une action agréée de formation en alternance, peuvent chacun recevoir une prime d'encouragement selon les montants et les modalités de mise en liquidation déterminés par le Gouvernement communautaire et le Gouvernement régional.

Les Gouvernements peuvent octroyer un montant forfaitaire par apprenant destiné à couvrir partiellement les charges supplémentaires induites par le présent accord de coopération tel que modifié par l'avenant du 27 mars 2014 et liés à la formation en alternance du jeune. Les Gouvernements déterminent, par l'adoption concomitante d'arrêtés au contenu identique, le montant forfaitaire précité, ses conditions d'octroi et ses modalités de mise en liquidation. »

Art. 40. Dans le chapitre VI, une quatrième section, intitulée « Section 4 - Dispositions abrogatoires communes à la Communauté française et à la Commission communautaire française », est insérée.

Art. 41. Dans la section 4 du Chapitre IV du même accord, tel que modifié, un nouvel article 22 est inséré et rédigé comme suit :

« Art. 22. L'accord de coopération relatif à l'organisation de la formation qualifiante en alternance, signé à Bruxelles, le 11 juin 1999, entre le Gouvernement de la Communauté française et le Collège de la Commission communautaire française est dénoncé par les parties signataires à la date fixée conjointement, par arrêtés, par le Gouvernement communautaire et le Collège.

A la même date, la propriété intellectuelle ou industrielle relative aux œuvres et créations du Bureau permanent de la Formation en alternance, pour autant que celle-ci se rapporte directement aux missions de I'OFFA, est transférée à I'OFFA.

A titre transitoire, le Bureau permanent de la Formation en alternance poursuit ses missions telle que définies dans l'accord de coopération cité à l'alinéa 1er, jusqu'à la date prévue à l'alinéa 1er. Les demandes d'agrément visées à l'article 5, 14°, qui sont introduites avant la date fixée à l'alinéa 1er, poursuivent leur instruction selon les conditions et procédures prévues dans l'accord de coopération relatif à l'organisation de la formation qualifiante en alternance, signé à Bruxelles, le 11 juin 1999, entre le Gouvernement de la Communauté française et le Collège de la Commission communautaire française.

A titre transitoire et jusqu'à l'établissement de la subvention annuelle au profit des CEFA visée à l'article 15, alinéa 1er, et de l'incitant financier au bénéfice des entreprises visé à l'article 15, alinéa 2, l'opérateur de formation visé à l'article 1er, 2°, a) et l'entreprise, associés dans la mise en œuvre d'une action agréée de formation en alternance, peuvent chacun recevoir une prime d'encouragement selon les montants et les modalités de mise en liquidation déterminés par le Gouvernement communautaire.

Les contrats d'alternance conclus avant le 1er septembre 2015 poursuivent leurs effets conformément au présent accord de coopération, tel que modifié par avenant du 27 mars 2014.

Art. 42. Le présent avenant entre en vigueur le 1er septembre 2014, à l'exception des articles 15 à 32 qui entrent en vigueur le 1er septembre 2015.

Fait à Bruxelles, le 27 mars 2014, en trois exemplaires.

Pour la Communauté française :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de l'Enseignement obligatoire,
Mme M.-M. SCHYNS

Pour la Région wallonne,
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,
A. ANTOINE

Pour la Commission communautaire française :

Le Ministre-Président,
CH. DOULKERIDIS

La Ministre de la Formation professionnelle des Classes moyennes,
Mme C. FREMAULT

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2014/29652]

11 APRIL 2014. — Decreet houdende instemming met het aanhangsel bij het kaderakkoord tot samenwerking betreffende de alternerende opleiding, gesloten te Brussel op 24 oktober 2008 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, aangelegenheden bedoeld in de artikelen 127 en 128 van de Grondwet.

Art. 2. Instemming wordt verleend met het aanhangsel bij het kaderakkoord tot samenwerking betreffende de alternerende opleiding, gesloten te Brussel op 24 oktober 2008 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie.

Art. 3. Dit aanhangsel wordt bij dit decreet gevoegd.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 11 april 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën en Sport,
A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd,
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.-M. SCHYNS

Nota

(1) Zitting 2013-2014
Stukken van het Parlement. - Ontwerp van decreet, nr. 655-1.
Integraal verslag. - Mondeling verslag, bespreking en aanneming. - Vergadering van 10 april 2014.

Aanhangsel bij het kaderakkoord tot samenwerking betreffende de alternerende opleiding, gesloten te Brussel op 24 oktober 2008 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie

Gelet op de artikelen 1, 35, 39, 127, 128, 134 en 138 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op de artikelen 4, 16°, en 92*bis*, § 1, gewijzigd bij de bijzondere wetten van 16 augustus 1993;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, inzonderheid op de artikelen 42 en 63;

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 1, B, en artikel 9, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 88 van 11 november 1967 en bij het koninklijk besluit nr. 431 van 5 augustus 1986;

Gelet op de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht;

Gelet het decreet van 16 april 1991 tot inrichting van het onderwijs voor sociale promotie

Gelet op het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het alternerend secundair onderwijs;

Gelet op decreet II van de Raad van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op de artikelen 3, 4°, en 10, § 1;

Gelet op decreet III van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op de artikelen 3, 4°, en 10, § 1;

Gelet op decreet II van de Waalse Gewestraad van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op de artikelen 3, 4°, en 10, § 1;

Gelet op de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten;

Gelet op de samenwerkingsovereenkomst gesloten op 20 februari 1995 door de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest m.b.t. de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen en de voogdij over het Instituut voor permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, gewijzigd bij de samenwerkingsovereenkomst van 4 juni 2003;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 8 maart 1997 gesloten tussen de Regering van de Franse Gemeenschap, de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de adviescommissie inzake opleiding, tewerkstelling en onderwijs ingesteld bij artikel 28 van het decreet van 17 maart 1994 van de Franse Gemeenschapscommissie houdende oprichting van het "Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle";

Gelet op het samenwerkingsakkoord betreffende de organisatie van een alternerende kwalificerende opleidingsfilière, op 18 juni 1998 te Namen gesloten door de Regering van de Franse Gemeenschap en de Waalse Regering;

Gelet op het samenwerkingsakkoord betreffende de organisatie van de alternerende opleiding ondertekend te Brussel op 11 juni 1999 door de Regering van de Franse Gemeenschap en het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het akkoordprotocol gesloten te Brussel op 17 november 2005 tussen het "IFAPME", de "SFPME" en "ALTIS";

Gelet op het kaderakkoord tot samenwerking betreffende de alternerende opleiding, gesloten te Brussel op 24 oktober 2008 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het decreet van 8 januari 2009 van het Parlement van de Franse Gemeenschap houdende instemming met het kaderakkoord tot samenwerking betreffende de alternerende opleiding, gesloten te Brussel op 24 oktober 2008 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het decreet van 15 januari 2009 van het Waals Parlement houdende instemming met het kaderakkoord tot samenwerking betreffende de alternerende opleiding, gesloten te Brussel op 24 oktober 2008 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het decreet van 20 februari 2009 van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie houdende instemming met het kaderakkoord tot samenwerking betreffende de alternerende opleiding, gesloten te Brussel op 24 oktober 2008 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op de opmerkingen opgenomen in het advies nr. 45.025 van de Raad van State van 8 september, Afdeling wetgeving, over de ontwerpen van decreten 2008 houdende instemming met het kaderakkoord tot samenwerking betreffende de alternerende opleiding, gesloten te Brussel op 24 oktober 2008 en de wil van de contracterende partijen om dit akkoord, d.m.v. een aanhangsel, te herzien op basis van deze opmerkingen;

Gelet op de adviezen van de Inspectie van Financiën van het Waalse Gewest van 6 november 2013, van de Franse Gemeenschap van 8 november 2013 en van de Franse Gemeenschapscommissie van 8 november 2013;

Gelet op de instemmingen van Ministers van Begroting van het Waalse Gewest van 14 november 2013, van de Franse Gemeenschap van 14 november 2013 en van de Franse Gemeenschapscommissie van ...;

Gelet op de instemmingen van de Ministers van Ambtenarenzaken van het Waalse Gewest van 14 november 2013, van de Franse Gemeenschap van 14 november 2013 en van de Franse Gemeenschapscommissie van 14 november 2013;

Gelet op de adviezen uitgebracht door :

1° de "CESRW" op 16 december 2013;

2° het "IFAPME" op 14 januari 2014;

3° de "SFPME" op 27 januari 2014;

4° de "CCFEE" op 28 januari 2014;

5° het Overlegcomité van de inrichtende machten van het Verplicht onderwijs op 17 januari 2014;

6° het Sectorcomité IX, Onderwijs, op 17 december 2013;

7° het Sectorcomité IX, Franse Gemeenschapscommissie, op 28 januari 2014;

8° het Sectorcomité XVI, Waals Gewest, op 24 januari 2014;

9° het Sectorcomité XVII, Franse Gemeenschap, op 13 januari 2014;

Gelet op de adviezen nrs. 55.274/2, 55.282/2 en 55.296/2 van de Raad van State, gegeven op 3 maart 2014, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Zijn

de Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering, in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte, en haar Minister van Leerplichtonderwijs, Mevr. Marie-Martine Schyns;

het Waalse Gewest vertegenwoordigd door zijn Regering in de persoon van zijn Minister-President, de heer Rudy Demotte, en zijn Minister van Vorming, de heer André Antoine;

de Franse Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door haar college in de persoon van haar Minister-President, de heer Christos Doulkeridis, en haar Minister van Vorming van de Middenstand, Céline Frémault,

het volgende aanhangsel bij het kaderakkoord tot samenwerking overeengekomen :

Artikel 1. In hoofdstuk 1 met als opschrift "Hoofdstuk 1. - Toepassingsgebied en begripsomschrijving" van het kaderakkoord tot samenwerking betreffende de alternerende opleiding, gesloten te Brussel op 24 oktober 2008 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, hierna "samenwerkingsakkoord" genoemd, worden de volgende wijzigingen aangebracht in artikel 1 :

1° in paragraaf 1 wordt punt 1° vervangen als volgt :

"1° Alternerende opleiding" : de beroepsopleiding die een praktische opleiding in het beroepsmilieu combineert met een opleiding bij een operator in alternerende opleiding waar algemene en beroepsvakken aangeleerd worden en die georganiseerd wordt in het kader van een contractuele relatie tussen een operator in alternerende opleiding, een alternerende leerling en een bedrijf, volgens nauwkeurige modaliteiten in termen van opleidingsduur in een bedrijf en bij een opleidingsoperator, erkenning van de verworven opleiding, certificering zoals bedoeld in artikel 3, begeleiding, vergoeding en rechten en plichten;";

2° in hetzelfde paragraaf worden de punten 2° en 2°, a), vervangen als volgt :

"2° "operatoren in alternerende opleiding" : Erkende onderwijs- of opleidingsinstelling die de alternerende opleiding organiseert en bevordert en die belast is met de opleiding waar algemene en beroepsvakken aangeleerd worden in een centrum of in de onderwijsinrichting en met het vlotte verloop van het plan van bedrijfsopleiding :

a) een "Centre d'éducation et de formation en Alternance" (Centrum voor Alternerend Onderwijs en Opleiding) bedoeld in het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het alternerend secundair onderwijs, hierna de "CEFA" genoemd, met inbegrip van de deelnemende inrichtingen waaronder de inrichtingen voor sociale promotie;

het "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises" (Waals instituut voor alternerende opleiding, zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen) en zijn netwerk van opleidingscentra en de "Service formation P.M.E." (Dienst Opleiding K.M.O.) en de "Espace formation" voor de kleine en middelgrote ondernemingen onderworpen aan het toezicht van de voornoemde Dienst overeenkomstig het samenwerkingsakkoord gesloten op 20 februari 1995 zoals gewijzigd bij het samenwerkingsakkoord van 4 juni 2003, hierna "IFAPME" en "SFPME" genoemd;

3° in dezelfde paragraaf, wordt punt 3° vervangen als volgt :

"3° "alternerende leerling" of "leerling" :

- hetzij de jongere ingeschreven in een opleiding die voldoet aan de deeltijdse leerplicht bedoeld in artikel 1, § 1, derde lid, van de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht,

- hetzij de jongere die voldoet aan de leeftijdsvoorwaarden bedoeld in artikel 2, paragraaf 1*bis*, van dit samenwerkingsakkoord,

en die een alternerende opleiding start bij één van de operatoren in alternerende opleiding bedoeld in 2°, en een alternerende overeenkomst sluit zoals bedoeld in 7° en een bedrijfsopleiding volgt zoals bedoeld in 4°.

De Regeringen en het College kunnen, door de gelijktijdige aanneming van besluiten met dezelfde inhoud, de lijst van de openbare operatoren in alternerende opleiding uitbreiden op grond van de wettelijke, decretale of reglementaire wijzigingen, van de oprichting van een nieuwe openbare opleidingsoperator of van de evolutie van de arbeidsmarkt.";

4° in hetzelfde, 5°, worden de woorden "in § 2" vervangen door de woorden "in artikel 2, § 4*bis*";

5° in dezelfde paragraaf, wordt punt 6° vervangen als volgt :

"6° "mentor" : de persoon die binnen het bedrijf aangewezen wordt als verantwoordelijke voor de opleiding en begeleiding van een alternerende leerling, die voldoet aan de voorwaarden bedoeld in artikel 2, paragraaf 3, tweede lid en die :

hetzij het bedrijfshoofd of, als het bedrijf een rechtspersoon is, de natuurlijke persoon die instaat voor het werkelijke beheer van het bedrijf en gemachtigd is om het te vertegenwoordigen;

2° hetzij een personeelslid aangewezen door de persoon vermeld in punt 1 en die onder zijn gezag handelt;";

6° in hetzelfde paragraaf wordt punt 7 vervangen als volgt :

"7° "alternerende overeenkomst" : Overeenkomst waardoor het bedrijf de verbintenis aangaat om de alternerende leerling een praktische bedrijfsopleiding te geven en waardoor de leerling zich ertoe verbindt de praktische vaardigheden in het bedrijf aan te leren onder het gezag en met een vergoeding van het bedrijf en de nodige opleiding bij een opleidingsoperator te volgen;";

7° in dezelfde paragraaf wordt een punt 7°*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

"7*bis* "opleidingsplan" : Document gevoegd bij de alternerende overeenkomst, opgesteld door de opleidingsoperator, met het opleidingstraject van de alternerende leerling en de vaardigheden die hij moet verwerven via de bedrijfsopleiding en via de opleiding gegeven door de operator in alternerende opleiding;";

8° dezelfde paragraaf wordt aangevuld met een punt 9°, luidend als volgt :

"9° "Parlementen" : het Parlement van de Franse Gemeenschap, het Waals Parlement en de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie;";

9° de paragrafen 2 en 3 worden geschrapt;

10° paragraaf 4 wordt vervangen als volgt :

" § 4. Het opleidingsplan wordt opgesteld door de opleidingsoperator, via de referentiepersoon, en wordt overlegd met het bedrijf en met de alternerende leerling. Onverminderd de organisatie op jaarbasis van de opleiding in een opleidings- of onderwijscentrum of voor alternerende opleiding, identificeert het opleidingsplan het individueel opleidingstraject van de alternerende leerling zo goed mogelijk door hem, desgevallend, de mogelijkheid te geven om te genieten van de vrijstellingen bepaald bij of krachtens de organieke wetgeving van de operatoren in alternerende opleiding.

Het opleidingsplan bevat, o.a. :

1° de lijst met de oorspronkelijke vaardigheden van de alternerende leerling;

2° de lijst met de gehaalde titels, getuigschriften en diploma's;

3° de door de alternerende leerling te verwerven vaardigheden, overeenkomstig de opleidingsprofielen, indien ze bestaan, voortgebracht door de "Service francophone des Métiers et Qualifications", hierna de "SFMQ" genoemd;

4° de doelstellingen van de slotevaluatie van de alternerende leerling en dit, door te verwijzen naar de beheersingsdrempels bepaald door de "SFMQ", indien ze bestaan.

5° de evaluatiemodaliteiten van de leerresultaten, alsmede de titels, getuigschriften en diploma's die kunnen worden gehaald aan het einde van het traject in alternerende opleiding.

Het opleidingsplan wordt in drie samenhangende en omvattende eenheden van leerresultaten ingedeeld die drie niveaus van vaardigheden onderscheiden vastgesteld door de operatoren in alternerende opleiding in overleg met de "OFFA" en overeenkomstig de profielen opgesteld door de "SFMQ", indien ze bestaan :

1° het niveau A komt overeen met het toegangsniveau tot een alternerende bedrijfsopleiding;

2° het niveau B komt overeen met een samenhangend geheel van leerresultaten dat een leerling normaal beheerst wanneer hij een derde heeft afgelegd van de verwerving van de vaardigheden die door het opleidingstraject worden vereist;

3° het niveau C komt overeen met een samenhangend geheel van leerresultaten dat een leerling normaal beheerst wanneer hij twee derde heeft afgelegd van de verwerving van de vaardigheden die door het opleidingstraject worden vereist.

Elk leerling die voor de alternerende opleiding kiest, begint zijn opleidingstraject op het niveau A. De overgang van een niveau naar een andere valt onder de verantwoordelijkheid van de opleidingsoperator, op basis van een evaluatie van de verworven vaardigheden en van de adviezen van de referentiepersoon en van de mentor, in overleg met de leerling in een geest van consensus tussen de partijen.

Het opleidingsplan is voor verandering vatbaar en mag in geen geval 6 jaar overschrijden. Wanneer hij vervuld is, zijn de modaliteiten inzake breuk van de overeenkomst bedoeld in § 4*quinquies* van toepassing.

Het opleidingsplan bevat de evaluatiemodaliteiten van de leerling.

§ 4*bis*. Om de opleiding bij een opleidingsoperator te laten doorgaan, wordt het opleidingsplan door de referentiepersoon aan de verantwoordelijke van het centrum voor opleiding of onderwijs en alternerende opleiding overgemaakt.

§ 4*ter*. De alternerende overeenkomst regelt de rechten en plichten van de alternerende leerling en van het bedrijf wat betreft de praktische bedrijfsopleiding.

De alternerende overeenkomst wordt voor een onbepaalde duur gesloten naar gelang van de praktische opleiding aangeboden door het bedrijf in het kader van de uitvoering van het opleidingsplan. De alternerende leerling kan pas een alternerende overeenkomst sluiten als hij niet tegelijkertijd door een andere alternerende overeenkomst gebonden is.

De overeenkomst moet door de leerling, vergezeld, indien nodig, van een wettelijke vertegenwoordiger, en het bedrijfshoofd worden ondertekend, mits toestemming van de referentiepersoon vóór het starten van de bedrijfsopleiding. Elke contractsluitende partij krijt een ondertekend exemplaar van de overeenkomst en er wordt een afschrift van de overeenkomst aan de referentiepersoon overgemaakt.

De alternerende opleidingsovereenkomst bevat minstens :

1° de identiteit van de partijen en de personalia van de referentiepersoon en de mentor;

2° de begin- en einddatum van de alternerende opleiding;

2° de benaming van het beroep waarop de alternerende opleiding betrekking heeft;

4° de plaats(en) waar de beroepsactiviteiten in België worden uitgeoefend;

5° de gepresteerde uren binnen het bedrijf en de opleidingsuren gepresteerd bij de alternerende opleidingsoperator zonder dat de totale duur van deze uren langer kan zijn dan de wekelijkse duur die overeenstemt met de wettelijke, reglementaire of conventionele reglementering die van toepassing is op het beroep en het bedrijf;

6° de rechten en verplichtingen van elke partij;

7° het bedrag en de modaliteiten betreffende de uitbetaling van de vergoeding;

8° de verplichting om de wettelijk, reglementaire en conventionele bepalingen na te leven betreffende de verzekeringen en de reglementering op de arbeidsbescherming voor de leerling;

9° een verwijzing naar de evaluatiemodaliteiten van de alternerende opleiding op basis van het opleidingsplan;

10° de modaliteiten betreffende de proefperiode, de schorsing en de beëindiging van de alternerende overeenkomst.

Vooraleer een alternerende overeenkomst wordt gesloten, moet het bedrijf erkend zijn of een erkenningsaanvraag bij de opleidingsoperator hebben ingediend overeenkomstig artikel 2*bis*.

De alternerende overeenkomst vermeldt dat de niet-naleving van de pedagogische verplichtingen opgenomen in het opleidingsplan een einde maakt aan de alternerende opleiding en dat de overeenkomst dan ook automatisch ontbonden wordt, daar deze verplichting integraal deel uitmaken van deze alternerende overeenkomst.

§ 4*quater*. De overeenkomst inzake alternerende opleiding kan met de instemming van de referentiepersoon worden opgeschort onder de voorwaarden en volgens de formaliteiten bedoeld in de bepalingen van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten voor de arbeiders en de bedienden en krachtens de federale regels die toepasselijk zijn inzake alternerende opleiding wat betreft de aspecten i.v.m. de sociale zekerheid.

Als de verplichtingen niet nagekomen worden door één van de partijen bedoeld in Hoofdstuk II, afdeling 2, wordt de overeenkomst voor een bepaalde duur opgeschort opdat de overtreder zich naar de bepalingen van dit akkoord kan richten.

Elk schorsing van de overeenkomst moet onmiddellijk worden meegedeeld aan de andere partij die de overeenkomst medeondertekend heeft en aan de referentiepersoon. Als de uitvoering van de overeenkomst langer dan zes maanden opgeschort wordt, eindigt de overeenkomst inzake alternerende opleiding aan het eind van de zesde maand van de opschorting op verzoek van één van de partijen die de overeenkomst ondertekend hebben.

§ 4*quinquies*. De overeenkomst inzake alternerende opleiding eindigt :

1° na afloop van de duur die in de alternerende overeenkomst vastligt;

2° in geval van overmacht als de uitvoering van de overeenkomst definitief onmogelijk gemaakt wordt;

3° bij overlijden van de leerling of van de ondertekenaar van de alternerende overeenkomst die gemachtigd is om de aansprakelijkheid van het bedrijf of van de mentor te stellen;

4° gedurende de proefperiode, door de schriftelijk betekende wil van één van de partijen, mits opzeg van zeven kalenderdagen en buiten de proefperiode, mits opzeg van veertien kalenderdagen, met uitzondering van de gevallen bedoeld onder 7° en 8°. De opzeg gaat in op de dag die volgt op de schriftelijke kennisgeving ervan. De partijen kunnen ook overeenkomen om een einde aan de overeenkomst te maken zonder opzeg;

5° als de erkenning van het bedrijf ingetrokken wordt;

6° in geval van stopzetting van activiteiten of van faillissement, fusie, splitsing, overdracht, overname van de onderneming of van verandering van bedrijfsstatuut, tenzij de overeenkomst inzake alternerende opleiding door het overnemende bedrijf overgenomen wordt, indien hij ook onder dezelfde voorwaarden als de oorspronkelijk opleidingsovereenkomst erkend wordt en mits instemming van de leerling;

7° in geval van ernstige tekortkoming van de leerling of het bedrijf; als de overeenkomst opgezegd wordt wegens ernstige tekortkoming van de leerling, zijn de regels inzake ontslag wegens ernstige tekortkoming van toepassing;

8° als ernstige twijfels rijzen omtrent het feit dat de opleiding beëindigd kan worden en het niet verstandig lijkt om ze voort te zetten; de opzeggingsredenen moeten schriftelijk en uitvoerig aan de andere partij meegedeeld worden binnen drie dagen na de opzeg van de overeenkomst, op straffe van nietigverklaring.

Eén van de partijen die de overeenkomst ondertekend heeft of beide partijen kunnen een reden tot verbreking van de alternerende overeenkomst bij de referentiepersoon aanvoeren en, in voorkomend geval, de andere partij ervan op de hoogte brengen. Bij niet naleving van de verplichtingen die voortvloeien uit het opleidingsplan en in de gevallen van verbreking bedoeld in 4°, 6° en 8°, voorziet de referentiepersoon vooraf een bemiddelingsfase tussen de partijen indien ze nodig blijkt. Met de toestemming van de opleidingsoperator en de referentiepersoon kan de leerling zijn alternerende opleiding voor de resterende duur bij een ander bedrijf voltooien.

Na afloop van een alternerende overeenkomst is het mogelijk om een nieuw alternerende overeenkomst te sluiten tussen de dezelfde partijen, namelijk de alternerende leerling en het bedrijf.

Een aangepast opleidingsplan moet evenwel gevoegd worden bij deze nieuwe alternerende overeenkomst waarin de verwerving van nieuwe of bijkomende technische en beroepsvaardigheden worden voorzien t.o.v. de vaardigheden die in het vorig opleidingsplan voorzien waren.";

11° paragraaf 5 wordt vervangen als volgt :

" § 5. De Regeringen kunnen gezamenlijk de inhoud en de uitvoeringsmodaliteiten van de alternerende overeenkomst en van het opleidingsplan dat daarbij gevoegd is, bepalen en alle wettelijke en reglementaire bepalingen nemen om ervoor de zorgen dat deze alternerende overeenkomst en het opleidingsplan dat daarbij gevoegd is, binnen de termijnen die zij bepalen, de Overeenkomst inzake socio-professionele inschakeling en de leerovereenkomst van het "IFAPME" of van de "SFPME" vervangen.".

Art. 2. In het tweede hoofdstuk van het samenwerkingsakkoord wordt een eerste afdeling opgericht, met als opschrift :

"Afdeling I. - Toegangsvoorwaarden tot de alternerende opleiding".

Art. 3. Paragraaf 1 van artikel 2 van het samenwerkingsakkoord wordt vervangen door wat volgt en aangevuld met een paragraaf 1*bis* :

" § 1. Met inachtneming van de wet betreffende de leerplicht moet de kandidaat alternerende leerling om toegang te krijgen tot de alternerende opleiding, vóór de inschrijving bij een operator in alternerende opleiding, minstens aan één van de volgende voorwaarden voldoen :

a) twee jaar van de 1e graad van het gewoon of gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 4 volgen en de leeftijd van 15 jaar bereikt hebben op het ogenblik van zijn inschrijving;

b) slagen voor het 3e jaar van het gewoon of gespecialiseerd beroepssecundair onderwijs van vorm 4;

c) het 3e differentiatie- en oriëntatiejaar volgen binnen het gewoon of gespecialiseerd onderwijs van vorm 4;

d) de 2e fase volgen binnen het gespecialiseerd onderwijs van vorm 3.

Bij gebrek moet de kandidaat vanwege de klassenraad, na afloop van het 2e differentiatiejaar of het bijkomend differentiatiejaar bedoeld in het decreet houdende organisatie van de structurele differentiatie in de eerste graad om alle leerlingen de mogelijkheid te geven om de basisvaardigheden te verwerven, het voorwerp uitmaken van een beslissing die hem o.a. de mogelijkheid biedt om zijn alternerende opleiding voort te zetten.

Er wordt aan de jongeren die zich voor de eerste keer inschrijven bij een operator in alternerende opleiding voorgesteld op een balans op te maken. Deze balans zal, o.a. op basis van het gemotiveerd advies van de klassenraad wanneer hij de alternerende opleiding voorstelt, de mogelijkheid bieden om de vaardigheden te bepalen die de jongere vóór zijn toetreding tot het stelsel inzake alternerende opleiding reeds beheerst en om de bedoelde beroepsoriëntering te bevestigen. Als tekortkomingen de leerling beletten om het niveau A van de opleiding te bereiken zoals omschreven in artikel 4, zal de operator een verhelpingsprogramma moeten voorstellen dat een vlotte verwerving van de ontbrekende vaardigheden beoogt. De operator zal instaan voor de tenuitvoerlegging van het programma. Wanneer de jongere de doelstellingen van het programma zal hebben bereikt, zal hij tot de bedrijfsopleiding toegelaten worden. De Regeringen bepalen, door de gelijktijdige aanneming van besluiten met dezelfde inhoud, de inhoud en de modaliteiten van dit voorbereidend programma, en de slaagcriteria.

§ 1*bis*. Om een alternerende overeenkomst te sluiten, moet de kandidaat leerling de leeftijd van 25 jaar nog niet hebben bereikt en mag hij zijn opleiding maximum voortzetten tot het einde van het kalenderjaar waarin hij de leeftijd van 26 jaar heeft bereikt. De Regeringen en het College kunnen voor bepaalde specifieke opleidingen beslissen om af te wijken van de leeftijdsvoorwaarden.".

Art. 4. In het tweede hoofdstuk van het samenwerkingsakkoord wordt vóór artikel 2, paragraaf 2, een tweede afdeling opgericht, luidend als volgt :

"Afdeling II. - Verplichtingen van de alternerende leerling, het bedrijf en de operator in alternerende opleiding".

Art. 5. In artikel 2 wordt paragraaf 2 gewijzigd als volgt :

1° in paragraaf 2, wordt punt 4° aangevuld als volgt :

"om te voldoen aan de bepalingen de leerplicht als hij er aan onderworpen is;";

2° paragraaf 2, wordt aangevuld als volgt :

"5° afzien van alles wat schade zou kunnen berokkenen, hetzij aan zijn eigen veiligheid of aan die van de personen die hem bijstaan, hetzij aan derden;

6° de hem toevertrouwde werkinstrumenten, ongebruikte grondstoffen en werkkledij in goede staat aan het bedrijf teruggeven;

7° het bedrijf en de referentiepersoon de nodige gegevens en attesten overleggen ter rechtvaardiging van zijn eventuele afwezigheden;

8° bereid zijn om in het kader van de activiteit van het bedrijf eventuele verplaatsingen te ondernemen waarin het opleidingsplan voorziet;

9° de voor elke operateur specifieke administratieve en pedagogische documenten invullen, waaronder o.a. de nodige documenten en attesten meedelen om de eventuele afwezigheden in het opleidingscentrum te rechtvaardigen;

10° zich onthouden, zowel tijdens de alternerende overeenkomst als erna, van de onthulling van fabricage- of zakengeheimen alsook van de geheimen van elke zaak met een persoonlijk of vertrouwelijk karakter waarvan hij kennis zou hebben vanwege zijn aanwezigheid in het bedrijf;

11° zijn referentiepersoon op de hoogte brengen van elke moeilijkheid i.v.m. de uitvoering van de alternerende overeenkomst, namelijk de moeilijkheden die de beëindiging van de alternerende overeenkomst zou kunnen teweegbrengen;".

Art. 6. Artikel 2, § 3, van het samenwerkingsakkoord wordt vervangen door wat volgt en aangevuld met een paragraaf 3*bis* :

" § 3. Het bedrijf wijst binnen het bedrijf een mentor aan die moet zorgen voor het vlotte verloop van de opleiding van de leerling volgens zijn opleidingsplan en, namelijk, dat hij de beroepsvaardigheden verwerft die nodig zijn voor de uitoefening van zijn toekomstig beroep.

De mentor moet aan de volgende voorwaarden voldoen :

a) hetzij minstens vijf jaar beroepservaring hebben in het beroep dat geheel of gedeeltelijk aangeleerd wordt in het kader van het opleidingsplan, waarbij het bewijs van de beroepservaring door alle rechtsmiddelen geleverd wordt; wanneer de mentor een titel van bedrijfsleider behaald heeft in het beroep dat geheel of voor het grootste deel aangeleerd wordt in het kader van het opleidingsplan, moet hij minstens twee jaar beroepservaring hebben;

b) hetzij houder zijn van een diploma of een pedagogisch getuigschrift of van een attest inzake voogdijopleiding, afgegeven door een onderwijs- of opleidingsinstelling ingericht of erkend door de bevoegde Gemeenschap of het bevoegde Gewest, waaruit blijkt dat hij beschikt over de nodige pedagogische kennis om het traject van de alternerende jongere als voogd te volgen;

c) hetzij houder zijn van een getuigschrift van de validering van vaardigheden als voogd, afgeleverd door een centrum voor de validering van de vaardigheden dat door de bevoegde deelentiteit is erkend.

Hij moet van onberispelijk gedrag zijn en een uittreksel uit het Belgisch strafregister overleggen, model II, die toegang verleent tot een activiteit die onder opvoeding, psycho-medisch-sociale begeleiding, hulpverlening aan de jeugd, kinderbescherming, animatie of begeleiding van minderjarigen valt.

Wanneer het bedrijf gedurende de 5 jaar die voorafgaan aan de inwerkintreding van dit aanhangsel bij het samenwerkingsakkoord, een leerling in alternerende opleiding heeft begeleid op grond van een "Convention d'insertion socioprofessionnelle (CISP)" (Overeenkomst van socio-professionele inschakeling) of een ander contract of overeenkomst erkend door de Franse Gemeenschap of van een stageovereenkomst van het "IFAPME" of de "SFPME", wordt de mentor die voor de opvolging van deze leerling tijdens de hele duur van de alternerende opleiding heeft gezorgd, automatisch geacht te voldoen aan de voorwaarden van een mentor in de zin van dit akkoord.

§ 3*bis*. T.o.v. de leerling moet het erkend bedrijf aan de volgende verplichtingen voldoen:

1° de referentiepersoon op de hoogte brengen van de naam en hoedanigheid van de mentor die voor de opvolging van de jongere zal zorgen tijdens zijn traject van alternerende opleiding;

2° de leerling begeleiden en zorgen voor zijn integratie in het beroepsmilieu tijdens zijn alternerende opleiding en hem het arbeidsreglement overhandigen tijdens de ondertekening van de overeenkomst;

3° aan de alternerende leerling uitsluitend vormende taken toevertrouwen die verband houden met zijn opleidingsplan en het beroep waarop hij zich voorbereidt en die geen gevaar inhouden voor zijn gezondheid en fysieke integriteit;

4° de alternerende leerling opleiden voor het beroep waarop hij zich voorbereidt met name door het ter beschikking stellen van de hulp, van het gereedschap, rekening houdend met de gewone slijtage ervan, van de grondstoffen, van de werkkledij en de beschermingsuitrustingen, waarbij dit niet beschouwd mag worden als een voordeel in natura, en als een goede huisvader zorg dragen voor de persoonlijke bezittingen die de begunstigde in bewaring moet afgeven;

5° ervoor zorgen dat het gedeelte van het opleidingsplan dat het bedrijf ten laste valt aan de alternerende leerling wordt verstrekt om hem op de opleidingsevaluaties en evaluaties met bekrachtiging door een bekwaamheidsbewijs voor te bereiden en, bijgevolg, de leerling de mogelijkheid bieden om de cursussen de volgend die nodig zijn voor zijn opleiding en de referentiepersoon laten nagaan op de plaats waar de alternerende overeenkomst wordt uitgevoerd of het bedrijf de door hem aangegane verplichtingen naleeft;

6° de alternerende leerling in het bedrijf minstens 20 u./week op jaarbasis opleidingsactiviteit geven, onverminderd de federale wetgeving inzake jaarlijks verlof en de modaliteiten bepaald gezamenlijk door de Regeringen voor de schoolvakantieperiodes;

7° een DIMONA-aangifte doen bij de Rijksdienst voor sociale zekerheid als het bedrijf aan die verplichting onderworpen is;

8° samenwerken met de opleidingsoperator en, in het bijzonder met de referentiepersoon en hem op de hoogte brengen van het verloop van de opleiding in het bedrijf, namelijk tijdens elk van zijn bezoeken in het bedrijf;

9° de leerling voor de gezamenlijke termijn van uitvoering van de overeenkomst verzekeren tegen arbeidsongevallen en ongevallen op de weg van en naar het werk die kunnen gebeuren tijdens of door de uitvoering van de alternerende overeenkomst, in het bedrijf of in het opleidingscentrum door, naar gelang van het betrokken beroep, een verzekeringspolis te sluiten bij een erkende verzekeringsmaatschappij of een erkende verzekeringskas die hem dezelfde voordelen biedt als die welke ten laste van de verzekeraar gelegd worden bij de wet van 10 april 1971 op de arbeidsongevallen;

10° een verzekeringsovereenkomst "burgerlijke aansprakelijkheid" sluiten bij een erkende verzekeringsmaatschappij, waarbij de verzekeringspolis de schade dekt die door de leerling berokkend wordt aan derden en aan het bedrijf bij wie hij een opleiding volgt;

11° voldoen aan bepalingen van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk, alsmede de verplichtingen uitgevaardigd bij de Codex over het welzijn op het werk, bij het Algemeen reglement voor de arbeidsbescherming of de collectieve arbeidsovereenkomsten die toepasselijk zijn op de werkgever, met inbegrip van de tenlasteneming van de voorafgaande medische onderzoeken, alsook aan elke latere wijziging;

12° de wettelijke en reglementaire bepalingen eigen aan het statuut van de alternerende leerling naleven waaronder de bepalingen betreffende het jaarlijks verlof;

13° de referentiepersoon zo spoedig mogelijk op de hoogte brengen van elke moeilijkheid i.v.m. de overeenkomst;

14° instemmen met het beginsel van de mobiliteit buiten het bedrijf zoals bedoeld in het opleidingsplan;

15° een maandelijkse vergoeding uitbetalen aan de alternerende leerling, overeenkomstig artikel 2*ter*;

16° de reiskosten, buiten het schoolabonnement, van de leerling voor de praktische bedrijfsopleiding op basis van bewijsstukken terugbetalen, met inbegrip van de dagelijkse verplaatsingen van hun gebruikelijke woonplaats naar het bedrijf, met inachtneming van de bepalingen die toepasselijk zijn op het bedrijf krachtens de sectorale overeenkomst waaraan hij onderworpen is of, in voorkomend geval, de collectieve arbeidsovereenkomst 19octies;

17° aan het einde van de opleidingsovereenkomst het document afgeven waarin de begin- en einddatum van de overeenkomst worden vermeld en, indien nodig, de gepaste sociale documenten afgeven aan de leerling.".

Art. 7. In artikel 2, § 4, van het samenwerkingsakkoord worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste lid wordt een punt 1*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

"1°*bis* als vereiste voorkennis voor het sluiten van een alternerende overeenkomst de vaardigheden van de alternerende leerling evalueren inzake kennis, handigheid en opdoen van ervaring en, desgevallend, aan de alternerende leerling een voorbereidend programma voorstellen dat hem de mogelijkheden geeft om te voldoen aan de afgesproken vereiste voorkennis;";

b) in hetzelfde lid worden de punten 3° tot 4° geschrapt;

c) in hetzelfde lid wordt punt 5° vervangen als volgt :

"5° de administratieve en pedagogische monitoring van de alternerende opleiding waarnemen, door ervoor te zorgen dat de leerlingen door de referentiepersoon gevolgd worden en de attesten i.v.m. de gevolgde opleiding afgeven wanneer de opleidingsovereenkomst eindigt;";

d) in hetzelfde lid worden de punten 8°, 9° en 11° geschrapt;

e) in hetzelfde lid, punt 10°, worden de woorden "drie maanden" vervangen door de woorden "zes maanden" en worden de woorden "een specifiek programma voorzien" vervangen door de woorden "de modaliteiten voorzien";

f) het tweede lid wordt vervangen als volgt :

Bij wijze van overgangsmaatregel zullen de dringende opleidingen van de "CEFA" zoals bedoeld in artikel 2*bis*, § 2, van het decreet van 19 juli 2001 tot regeling van het alternerend secundair onderwijs opleiding worden bekrachtigd door een beroepsbekwaamhedenattest en zullen de leeropleidingen van het "IFAPME" en van de "SFPME" die voldoen aan de eisen van de deeltijdse leerplicht en die door de bevoegde minister worden erkend maar waarvan het opleidingsprofiel nog door de "SFMQ" moet worden bepaald, ook door een Leergetuigschrift worden bekrachtigd.";

g) in het derde lid wordt de laatste zin aangevuld als volgt :

"als de alternerende leerling onder de leerplicht valt";

h) in het vierde lid worden de woorden "bedoeld in het eerste lid, 4°," vervangen door de woorden "bedoeld in het lid 1°*bis*,".

Art. 8. In artikel 2 wordt een paragraaf 4*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

" § 4*bis*. De referentiepersoon heeft de volgende opdrachten :

1° de onontbeerlijke tussenpersoon zijn voor het sluiten van de alternerende overeenkomst, erop toezien dat ze tot een goed eind wordt gebracht en o.a. belast zijn met de administratieve aspecten in het kader van de opvolging van de alternerende leerling tijdens zijn bedrijfsopleiding;

2° toezien op de naleving van de alternerende overeenkomst en het opleidingsplan dat daarbij gevoegd is;

3° waarborgen dat de alternerende leerling en het bedrijf aan de verplichtingen bedoeld in de § 2 tot 3*bis* voldoen;

4° zorgen voor een efficiënte samenwerking tussen de alternerende leerling, het bedrijf, de mentor en de operator in alternerende opleiding en desnoods optreden als bemiddelaar in geval van problemen in het kader van de alternerende opleiding, met het bedrijf of de leerling, desnoods begeleid door zijn wettelijke vertegenwoordiger;

5° de nodige informatie meedelen aan de alternerende leerling en aan zijn ouders of wettelijke mentor(s) i.v.m. de sociale rechten, o.a., wat betreft de toegangsvoorwaarden tot de kinderbijslag en, desnoods, de leerling begeleiden de stappen die ondernomen moeten worden;

6° de alternerende leerling inlichten omtrent de certificatievorwaarden zoals bedoeld in artikel 3 en hun rechtsgevolgen en hem inlichten over de mogelijkheden van bijkomende opleidingen, voortzetting van de opleiding of beroepsinschakeling in de arbeidsmarkt in samenwerking met de bevoegde overheidsdienst voor werkgelegenheid.

Art. 9. In artikel 2 wordt paragraaf 6 vervangen als volgt :

"De Regeringen kunnen, door de gelijktijdige aanneming van besluiten met dezelfde inhoud, de rechten en verplichtingen bepalen van de leerling, het bedrijf, de mentor, de opleidingsoperator of de referentiepersoon.".

Art. 10. Een hoofdstuk II*bis*, met als opschrift "Hoofdstuk II*bis*. - Erkenningsvoorwaarden van de alternerende opleidingsbedrijven" wordt ingevoegd na artikel 2.

Art. 11. Er wordt en artikel 2*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 2*bis*. § 1. Vooraleer een overeenkomst wordt gesloten, moet het bedrijf erkend zijn bij een opleidingsoperator om een alternerende opleiding te verstrekken volgens de hierna omschreven modaliteiten.

§ 2. Het bedrijf dient een erkenningsaanvraag in bij een operator in alternerende opleiding. Binnen drie maanden na de erkenningsaanvraag bezoekt de alternerende opleidingsoperator het bedrijf om na te gaan of het bedrijf voldoet aan de erkenningsaanvragen opgenomen in het volgend lid.

Om definitief erkend te worden als alternerend opleidingsbedrijf, moet het bedrijf :

1. effectief het (de) beroep(en) uitoefenen waarvoor zij een erkenning aanvraagt;

2. ingeschreven zijn bij de Kruispuntbank van Ondernemingen;

3. in orde zijn inzake de fiscale en sociale verplichtingen;

4. geen voorwerp uitmaken van een intrekking of weigering van de erkenning binnen het jaar dat voorafgaat aan zijn erkenning;

5. voor de betrokken opleiding een mentor aanwijzen die belast wordt met de opvolging en de begeleiding van de leerling gedurende de alternerende opleiding.

Op grond van het bezoekverslag van het bedrijf, bevestigt de operator de erkenning of trekt hij ze in voor het(de) bedoelde beroep(en) en deelt hij zijn beslissing mee aan het bedrijf. De erkenning van de bedrijven kan onderworpen worden aan bijkomende voorwaarden betreffende de pedagogische opleiding van de mentors.

De operator kan een voorlopige erkenning toekennen aan het bedrijf als het bezoekverslag niet binnen de maand van de erkenningsaanvraag kan worden opgesteld, voor zover het bedrijf op erewoord verklaart dat het aan de voorwaarden bedoeld in het tweede lid, 1° tot 4°, voldoet. De voorlopige erkenning geldt tot de kennisgeving van de beslissing van de operator bedoeld in het vorig lid.

§ 3. Elke erkenning die door een opleidingsoperator aan een bedrijf verleend wordt, wordt automatisch aan het geheel van de operatoren in alternerende opleiding toegekend.

Wanneer de alternerende opleiding de hantering van gevaarlijk materiaal vereist of wanneer deze opleiding buiten het bedrijf plaatsvindt, mag de mentor niet meer dan 2 leerlingen tegelijkertijd superviseren.

§ 4. De opleidingsoperator kan, bij gemotiveerde beslissing, de erkenning van het bedrijf waarmee hij samenwerkt voor één of verschillende beroepen opschorten of intrekken als minstens één van de erkenningsvoorwaarden niet meer vervuld is of als het bedrijf op recurrente wijze niet in staat is om te voldoen aan de verplichtingen die in de alternerende overeenkomst worden bepaald. De opleidingsoperator moet de "OFFA" en het bedrijf tegelijk op de hoogte brengen van de erkenning, de schorsing of de intrekking van de erkenning van het bedrijf.

De operator hoort de betrokken onderneming die er om verzoekt, vóór een beslissing te nemen.

Als de aanvraag om de erkenning van een bedrijf te schorsen of in te trekken door een andere opleidingsoperator wordt geformuleerd die op hetzelfde ogenblik samenwerkt met het betrokken bedrijf, dan plegen de operatoren overleg en kunnen ze het bedrijf gezamenlijk horen.

Als de erkenning opgeschort wordt, vermeldt de beslissing de duur van deze schorsing tijdens dewelke het bedrijf moet voldoen aan de verplichtingen die het niet heeft nageleefd.

De intrekking van de erkenning voor een bepaalde opleiding heeft de opzegging van de alternerende overeenkomst(en) betreffende de bedoelde opleiding tot gevolg.

Als de aanvraag tot schorsing of intrekking van de erkenning van een bedrijf door een andere opleidingsoperator wordt geformuleerd, brengt de operator in alternerende opleiding het bedrijf op de hoogte van de beslissing genomen inzake schorsing of intrekking. Wanneer de schorsing of intrekking van de erkenning is beslist, brengt de operator ambtshalve elke opleidingsoperator hiervan op de hoogte, via de "OFFA", met vermelding van de redenen voor deze intrekking of schorsing.

Elke schorsing of intrekking van de erkenning van een bedrijf door een operator in alternerende opleiding geldt automatisch voor het geheel van de operatoren in alternerende opleiding, behalve als de schorsing of de intrekking de niet-overeenstemming met de opleidingsreferentieel betreft en dat deze referentieel nog niet het voorwerp uitmaakt van een profiel opgesteld door de "SFMQ".

§ 5. De Regeringen kunnen, door de gelijktijdige aanneming van besluiten met dezelfde inhoud, de erkenningsvoorwaarden, de termijnen, de procedures inzake erkenning, schorsing of intrekking van erkenning bepalen.".

Art. 12. Een hoofdstuk II*ter*, met als opschrift "Hoofdstuk II*ter*. - Vergoeding van de leerling", wordt ingevoegd na artikel 2*bis*, onlangs ingevoegd bij dit aanhangsel.

Art. 13. Er wordt een artikel 2*ter* ingevoegd, luidend als volgt :

Art. 2*ter*. § 1. De vergoeding die aan de alternerende leerling verschuldigd is, wordt beschouwd als een bezoldiging overeenkomstig de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon der werknemers.

De vergoeding loopt geleidelijk op rekening houdend met de verwerving van de vaardigheden door de alternerende leerling.

§ 2. Het bedrag van de vergoedingen wordt berekend op basis van het bruto gewaarborgd gemiddeld minimummaandinkomen bepaald in artikel 1, paragraaf 1 en in artikel 3, eerste lid, van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43 van 2 mei 1988 houdende wijziging en coördinatie van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 21 van 15 mei 1975 en nr. 23 van 25 juli 1975 betreffende de waarborg van een gemiddeld minimummaandinkomen, zoals geïndexeerd op 01 december 2012, rekening houdend met het vaardighedenniveau van de leerling becijferd van A tot C die in het opleidingsplan wordt bepaald : het niveau A stemt overeen met een minimaal bedrag van 17 % van het GGMMI, het niveau B met een minimaal bedrag van 24 % van het GGMMI en het niveau C met een minimaal bedrag van 32 % van het GGMMI.

Elke alternerende leerling begint zijn opleidingstraject op het niveau A. De overgang van een niveau naar een andere valt onder de beslissing van de referentiepersoon, mits advies van de mentor en in overleg met de leerling. Het bedrag van de vergoeding zoals berekend, garandeert tegenover het gezin van de alternerende leerling dat de kinderbijslag wordt behouden.

Wanneer een bedrijf of een sector van dit maximumbedrag wil afwijken, brengt het de opleidingsoperator hiervan op de hoogte die de aandacht van de leerling zal vestigen op het eventuele risico van verlies van de kinderbijslag. De operator dient de schriftelijke toestemming van de leerling aan te vragen, of van zijn ouders als hij minderjarig is.

§ 3. De Regeringen kunnen gezamenlijk, door de gelijktijdige aanneming van besluiten met dezelfde inhoud als een samenwerkingsakkoord, de vereffeningsvoorwaarden van de vergoeding bepalen of de berekeningsbasis bedoeld in § 2 actualiseren naar gelang van de indexering van het bruto gewaarborgd gemiddeld minimummaandinkomen of naargelang van de evolutie van de decretale of reglementaire bepalingen die van toepassing zijn inzake alternerende financiële incentives, teneinde de voorzieningen van de alternerende opleiding op coherente wijze te harmoniseren.".

Art. 14. Artikel 3, § 1, van Hoofdstuk III, wordt vervangen als volgt :

"Art. 3. § 1. De opleidingsoperatoren kunnen bekwaamheidsgetuigschriften uitreiken overeenkomstig het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 september 2011 betreffende de vaststelling van de gelijkwaardigheid van de bekwaamheidsbewijzen uitgereikt door het "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises" en de "Service formation petites et moyenne entreprises" opgericht binnen de Diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie en hun netwerken van opleidingcentra met de bekwaamheidsbewijzen uitgereikt door het leerplichtonderwijs en het onderwijs voor sociale promotie.

In geval van geplande wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 september 2011, wordt er vooraf overleg gepleegd met de Regering van het Waalse Gewest en het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

De Regeringen verbinden zich er ook toe de reglementaire bepalingen aan te passen om de jongeren de gelegenheid te geven hun opleiding bij het "IFAPME" of de "SFPME" voort te zetten terwijl ze bij het Onderwijs zijn gestart en omgekeerd.

Art. 15. In hoofdstuk IV wordt een eerste afdeling, met als opschrift "Afdeling 1. - De opdrachten van de "OFFA" ingevoegd na artikel 4.

Art. 16. In artikel 5 van hetzelfde akkoord worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid wordt punt 12° vervangen als volgt :

"12° de globale evaluatie-instrumenten en indicatoren van de alternerende opleiding voorzien, in overleg met de operatoren in alternerende opleiding;";

2° hetzelfde lid wordt aangevuld met een punt 14° en 15°, luidend als volgt :

"14° adviezen uitbrengen aan de Regeringen over de erkenningsaanvragen van alternerende opleidingsacties i.v.m. de toekenning van financiële incentives aan de bedrijven;

15° een bemiddelingsprocedure voorzien op verzoek van het bedrijf wat betreft de toekenning, schorsing of intrekking van de erkenning en op verzoek van de opleidingsoperator wat betreft de problematiek i.v.m. de uitvoering van de overeenkomst inzake alternerende opleiding.";

3° er worden twee leden ingevoegd tussen het tweede en het derde lid, luidend als volgt :

"De "OFFA" verstuurt de aanbevelingen, voorstellen en adviezen bedoeld in het tweede lid, 1° en 2°, binnen een termijn van dertig kalenderdagen ingaand de dag van ontvangst van het volledige dossier van de aanvraag. Deze termijn kan op aanvraag van de "OFFA" worden verlengd als de aanvraag betrekking heeft op een belangrijke of ingewikkelde vraag. In geval van bijzonder dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door de aanvrager kan deze termijn tot tien kalenderdagen worden ingekort. Als de "OFFA" zijn advies binnen de voorziene termijn niet heeft verstuurd, wordt het advies niet meer vereist.

Bij beslissing van de raad van bestuur kan de "OFFA" de opdrachten bedoeld in het tweede lid in partnerschap vervullen en, in die hoedanigheid, partnerschapsovereenkomsten sluiten. Onder "partnerschap" dient te worden verstaan elke vorm van vereniging of samenwerking met partners uit de openbare of de privé-sector, waardoor financiële en materiële middelen, alsook menselijke krachten gezamenlijk ingeschakeld kunnen worden om een doel te bereiken dat deel uitmaakt van de opdrachten van de "OFFA".

De opdrachten bedoeld in het tweede lid hebben ook betrekking op hun internationale aspecten. De Regeringen bepalen, door de gelijktijdige aanneming van besluiten met dezelfde inhoud, het toepassingsgebied van deze opdrachten.";

4° in het derde lid, dat lid 7 wordt, worden de woorden "Overeenkomstig artikel 17 kunnen de Regeringen deze opdrachten gezamenlijk bepalen" vervangen door de woorden :

"De Regeringen kunnen, door de gelijktijdige aanneming van besluiten met dezelfde inhoud, deze opdrachten bepalen".

Art. 17. In hoofdstuk IV van hetzelfde akkoord wordt een tweede afdeling ingevoegd vóór artikel 6, met als opschrift "Afdeling 2. - De raad van bestuur".

Art. 18. Artikel 6 van hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt vervangen als volgt :

"§ 1. De "OFFA" wordt beheerd door een raad van bestuur, dat samengesteld is uit achttien gewone leden en evenveel plaatsvervangende leden die tot de volgende categorieën behoren :

1° vijf leden benoemd door de Gemeenschapsregering, verdeeld als volgt :

a) vier vertegenwoordigers van het Verplicht onderwijs op de voordracht van de Algemene overlegraad voor het Verplicht onderwijs;

b) een vertegenwoordiger van het Onderwijs voor Sociale promotie op de voordracht van de Hoge Raad van het onderwijs voor sociale promotie;

2° zeven leden worden door de Waalse Regering benoemd, verdeeld als volgt :

a) drie leden van het "IFAPME" op de voordracht ervan;

b) twee leden van de representatieve werknemersorganisaties op grond van een dubbele lijst voorgedragen door de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest)

b) twee leden van de representatieve werkgeversorganisaties op grond van een dubbele lijst voorgedragen door de "Conseil économique et social de Wallonie" (Sociaal-economische raad van Wallonië);

3° zes leden worden door het College benoemd, verdeeld als volgt :

a) twee vertegenwoordigers van de "SFPME" op de voordracht ervan;

b) twee leden van de representatieve werknemersorganisaties gelegen op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewestop op grond van een dubbele lijst voorgedragen door deze organisaties;

b) twee leden van de representatieve werkgeversorganisaties gelegen op het grondgebied van het tweetalig gewest van Brussel-Hoofdstad op grond van een dubbele lijst voorgedragen door deze organisaties;

Alle leden van de raad van bestuur zijn stemgerechtigd.

De plaatsvervangende leden mogen slechts bij afwezigheid van de gewone leden die zij vervangen zitting hebben.

Minstens één derde van de gewone en plaatsvervangende leden behoort tot het andere geslacht.

§ 2. De volgende personen wonen de vergaderingen van raad van bestuur met raadgevende stem bij :

1° de leidend ambtenaar van de "OFFA";

2° de Regeringscommissarissen;

3°de uitgenodigde deskundigen.

§ 3. Het mandaat van de gewone en plaatsvervangende leden van de raad van bestuur loopt zes jaar en is hernieuwbaar.

Het voorzitterschap van de raad van bestuur wordt om de twee jaar beurtelings waargenomen volgens de volgende vastgelegde volgorde : een vertegenwoordiger van de Franse Gemeenschap onder de leden bedoeld in artikel 6, § 1, 1°, een vertgenwoordiger van het Waalse Gewest onder de leden bedoeld in artikel 6, § 1, 2°, en vervolgens een vertegenwoordiger van de Franse Gemeenschapscommissie onder de leden bedoeld in artikel 6, § 1, 3° De functies van ondervoorzitter worden waargenomen door de vertegenwoordigers van de twee entiteiten die in het voorzitterschap niet vertegenwoordigd zijn.".

Art. 19. Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

Art. 7. § 1. Niemand kan tot gewoon of plaatsvervangend lid worden benoemd als hij niet voldoet aan volgende voorwaarden :

1° onderdaan zijn van één lidstaat van de Europese Unie;

2° maximum de leeftijd van 70 jaar bereikt hebben;

3° niet veroordeeld zijn of lid zijn of geweest zijn van een instelling of vereniging die krachtens een in kracht van gewijsde getreden rechterlijke beslissing is veroordeeld, wegens niet naleving van de democratische principes zoals vermeld in het Verdrag tot bescherming van de rechten van de Mens en de fundamentele vrijheden, in de Grondwet, in de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme en xenofobie ingegeven daden of in de wet van

23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd.

Dit verbod houdt op tien jaar na de beslissing van bovenvermelde rechterlijke beslissing indien vastgesteld kan worden dat de persoon of de vereniging publiekelijk afgezien heeft van zijn/haar vijandige houding tegen de democratische principes die met name vermeld zijn in de hierboven vermelde bepalingen;

Dit verbod houdt op één jaar na bovenvermelde rechterlijke beslissing indien de persoon de instelling, de vereniging, de partij of de politieke fractie heeft verlaten wegens en onmiddellijk na haar veroordeling voor niet-naleving van de democratische principes vermeld die met name vermeld zijn in de hierboven vermelde bepalingen.

4° zich niet in een toestand van functioneel of persoonlijk belangenconflict bevinden wegens de uitoefening van een activiteit of het bezitten van belangen in een rechtspersoon die een activiteit uitoefent die vergelijkbaar is met de opdrachten van de "OFFA".

De Regeringen kunnen, door de gelijktijdige aanneming van besluiten met dezelfde inhoud, de benoemingsvoorwaarden van de leden van de raad van bestuur bepalen.

§ 2. De hoedanigheid van gewoon of plaatsvervangend lid van de Raad van bestuur is onverenigbaar met het mandaat of de functies van :

1° lid van de Regering van de federale Staat, van de Gemeenschap, van het Gewest of van de Europese Commissie;

2° lid van het Parlement van de federale Staat, van de Gemeenschap of van het Gewest of van het Europees Parlement;

3° provinciegouverneur of provinciaal gedeputeerde;

4° personeelslid van de "OFFA";

5° externe adviseur, deskundige of regelmatige consultant van de "OFFA".

De Regeringen kunnen, door de gelijktijdige aanneming van besluiten met dezelfde inhoud, de onverenigbaarheden met het mandaat van lid van de raad van bestuur bepalen.

Indien het gewoon lid van de Raad van bestuur tijdens zijn mandaat aanvaardt een functie of een mandaat bedoeld in het eerste lid, uit te oefenen, wordt zijn mandaat van rechtswege opgeschort. Het lid wordt door zijn plaatsvervanger vervangen tijdens de duur van zijn mandaat of van de uitoefening van de onverenigbare functie.

Het gewone lid van de raad van bestuur van wie het mandaat is opgeschort, krijgt zijn mandaat terug binnen drie maanden na afloop van de overenigbaarheid.

§ 3. Het mandaat van de leden van de "OFFA" eindigt :

1° in geval van ontslag;

2° wanneer een lid niet langer deel uitmaakt van de organisatie die hij vertegenwoordigt of als deze organisatie om zijn vervanging vraagt;

3° wanneer het lid zonder rechtvaardiging op meer dan drie opeenvolgende vergaderingen afwezig is tijdens de laatste twaalf vergaderingen waarop hij regelmatig is opgeroepen;

4° wanneer hij niet meer voldoet aan de benoemingsvoorwaarden;

5° wanneer de Regering beslist, na advies of op voorstel van de commissarissen, om een lid van de raad van bestuur dat hij benoemd heeft, af te zetten, indien blijkt dat :

a) dit lid opzettelijk een handeling heeft begaan die onverenigbaar is met de opdracht of het sociale doel van de "OFFA";

b) dit lid de vertrouwelijke aard van de beraadslagingen of van de documenten niet naleeft, wanneer een dergelijke vertrouwelijke aard erkend is overeenkomstig de wettelijke of reglementaire bepalingen, met inbegrip van de bepalingen van het huishoudelijk reglement;

c) dit lid zich in een toestand van functioneel of persoonlijk belangenconflict bevindt;

d) dit lid in de uitoefening van zijn mandaat een fout of een ernstige nalatigheid heeft begaan;

e) dit lid zich vijandig opstelt of deel uitmaakt van een instelling of een vereniging die zich vijandig opstelt t.o.v. de democratische principes zoals vermeld in het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, in de Grondwet, in de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme en xenofobie ingegeven daden of in de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de Tweede Wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd

In dit geval kunnen de Regeringen, vóór ze hun beslissing nemen, het lid van de raad van bestuur horen indien hij het verzoekt. Tijdens de hoorzitting heeft het lid het recht om zich te laten bijstaan door de persoon van zijn keuze.

Het lid dat zijn mandaat vóór de verstrijkdatum neerlegt wordt binnen vier maanden door zijn plaatsvervanger vervangen, die het mandaat als gewoon lid voleindigt; een nieuw plaatsvervangend lid wordt dan volgens de voorwaarden bepaald in paragraaf 1 aangewezen.

§ 4. De leden van de raad van bestuur vallen onder de bepalingen van het decreet van de Waalse Gewestraad van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet.

Art. 20. Artikel 8 van hetzelfde akkoord wordt vervangen als volgt :

"Art. 8. § 1. De beslissingen van de raad van bestuur worden rechtsgeldig aangenomen bij meerderheid van de uitgedrukte stemmen op voorwaarde dat de meerderheid van de leden van elk van zijn categorieen aanwezig is. De raad van bestuur vergadert minstens acht keer per jaar.

De raad van bestuur wijst, onder de personeelsleden van de "OFFA" de persoon aan die belast is met zijn secretariaat, alsook zijn plaatsvervanger;

§ 2. Onverminderd de bepalingen van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, beschikt de raad van bestuur over de nodige bevoegdheden voor de administratie van de "OFFA".

§ 3. De Raad van bestuur maakt een huishoudelijk reglement op binnen zes maanden na zijn oprichting.

Het huishoudelijk reglement van de raad van bestuur slaat minstens op :

1° de regels voor de oproeping van de gewone en plaatsvervangende leden, met inbegrip via de elektronische weg;

2° de regels betreffende de inschrijving van de agendapunten en de bijeenroeping van de vergaderingen;

3° de regels die toepasselijk zijn bij afwezigheid of verhindering van de voorzitter en de ondervoorzitter(s);

4° de modaliteiten tot uitvoering van de procedure inzake het uitbrengen van advies in geval van hoogdringendheid of in bijzonder gemotiveerde omstandigheden;

5° de verplichting om notulen op te stellen van de debatten die tijdens elke vergadering gevoerd worden;

6° de wijze waarop de documenten aan de gewone en plaatsvervangende leden worden overgemaakt;

7° de voorwaarden en situaties waarvoor de vertrouwelijkheid van de beraadslagingen of de documenten kan worden toegepast;

8° desgevallend, de zetel en de plaats van de vergaderingen van de raad van bestuur;

9° de modaliteiten voor het raadplegen van het jaarverslag;

10° deontologische regels die bepalingen bevatten i.v.m. de belangenconflicten;

11° het al dan niet openbaar karakter van de vergaderingen van de raad van bestuur.

§ 6. De "OFFA" verleent aan de leden van de raad, behalve de leden van de administraties, de voorzitter en de ondervoorzitters, reisvergoedingen en presentiegeld ten laste van de "OFFA", waarvan de bedragen door de Regeringen worden bepaald, door de gelijktijdige aanneming van besluiten met dezelfde inhoud.".

Art. 21. In hoofdstuk IV van hetzelfde akkoord wordt een derde afdeling ingevoegd vóór artikel 9, met als opschrift "Afdeling 3. - De Commissarissen".

Art. 22. Artikel 9 van hetzelfde akkoord wordt vervangen als volgt :

"Art. 9. § 1. De "OFFA" is onderworpen aan de controle van de Regeringen via de tussenkomst van drie regeringscommissarissen. Elke Regering benoemt haar regeringscommissaris.

§ 2. De bepalingen van het decreet van de Waalse Gewestraad van 12 februari 2004 betreffende de regeringscommissaris voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet zijn van toepassing op de drie regeringscommissarissen, met uitzondering van aritkel 8, § 2, van het voornoemde decreet van de Waalse Gewestraad van 12 februari 2004.

§ 3. Elke commissaris richt zijn beroep aan de Regering of aan het College die(dat) hem benoemd heeft en richt dezelfde dag een afschrift aan de andere Regering(en) of College.

Dat beroep heeft schorsende kracht en moet binnen vier kalenderdagen worden uitgeoefend. De termijn van vier dagen begint te lopen vanaf de dag van de vergadering waarop de beslissing is genomen, voor zover de Commissaris regelmatig daarvoor is opgeroepen, of in het tegenovergestelde geval, vanaf de dag waarop de commissaris die de beroepsprocedure heeft ingediend daarvan kennis heeft gekregen.

De Regering of het College waarbij het beroep aanhangig is gemaakt, beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen te rekenen van dag van de vergadering waarop de beslissing is genomen om de beslissing op eensluidend advies van de twee andere Regering(en) of College te vernietigen. De termijn van dertig dagen kan met een nieuwe termijn van tien dagen verlengd worden bij beslissing van de Regering of het College waarbij het beroep aanhangig is gemaakt. De beslissing tot vernietiging moet worden gemotiveerd en bij aangetekend schrijven aan de "OFFA" worden meegedeeld. Een afschrift wordt ook per gewone brief gestuurd aan de commissarissen en aan de twee andere Regering(en) of College. Bij gebrek aan advies of beslissing binnen de voorgeschreven termijn, wordt de schorsing opgeheven en wordt de beslissing definitief.".

Art. 23. De artikelen 10 tot 13 van hetzelfde akkoord worden opgeheven.

Art. 24. In Hoofdstuk IV wordt een vierde afdeling, met als opschrift "Afdeling 4. - Het personeel en het dagelijks beheer" ingevoegd na het nieuwe artikel 9.

Art. 25. In Afdeling 4 van Hoofdstuk IV, wordt een artikel 10 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 10. § 1. De Regeringen bepalen het organogram, het statuut van het personeel en richten het overlegorgaan van de "OFFA" op door de gelijktijdige aanneming van besluiten met dezelfde inhoud, na gezamenlijk overleg van de Sectorcomités XV, XVI et XVII, ingesteld krachtens de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel.

§ 2. Het organogram van de "OFFA" kan betrekkingen van het niveau A, B, C en D voorzien in de zin van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode.

Het voorziet in elk geval een betrekking van leidend ambtenaar van rang A3. Er mag geen betrekking van een hogere rang in de personeelsformatie worden opgenomen.

§ 3. Onverminderd de artikelen 11 en 12 en onder voorbehoud van de noodzakelijk aanpassingen aangenomen door de Regeringen door de gelijktijdige aanneming van besluiten met dezelfde inhoud, zijn het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode en het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden van toepassing op de statutaire en contractuele personeelsleden van de "OFFA".

§ 4. De "OFFA" wordt gemachtigd tot de deelname aan de pensioenregeling bepaald bij de wet van 28 april 1958 inzake het pensioen van personeelsleden van bepaalde organismen van openbaar nut en hun rechthebbenden.".

Art. 26. In Afdeling 4 van Hoofdstuk IV, wordt een artikel 11 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 11. § 1. De "OFFA" wordt geleid door een gemandateerde leidende ambtenaar. Hij oefent zijn hiërarchisch gezag uit op de aangeworven, in dienst genomen of ter beschikking gestelde personeelsleden, hij coördineert de diensten van de "OFFA" en waarborgt de eenheid van beheer.

Hij voert de beslissingen van de Raad van bestuur uit en brengt hem driemaandelijks verslag uit over de uitvoering ervan.

Hij zorgt voor het dagelijkse beheer van de "OFFA". Daartoe kan hij de uitgaven bevelen en kan hij alle handelingen tot bewaring van recht, alle handelingen tot uitvoering van de door de Raad van bestuur genomen beslissingen, en alle handelingen die, wegens hun belang of de gevolgen die ze op de "OFFA" hebben, niet buitengewoon zijn, die niet leiden tot een verandering van administratief beleid en die de lopende zaken van de "OFFA" afhandelen, verrichten. Hij oefent elke andere opdracht uit, die hem door de Raad van bestuur wordt toegewezen.

De leidend ambtenaar moet de voorzitter van de raad van bestuur, op eigen initiatief of op verzoek van de Raad van bestuur, informeren over de in het kader van het dagelijkse beheer verrichte handelingen en hem alle uitleggen die erop betrekking hebben, verstrekken.

Hij vertegenwoordigt de "OFFA" rechtsgeldig in de gerechtelijke en buitengerechtelijke akten, en handelt, wat betreft het dagelijkse beheer, op geldige wijze in zijn naam en voor zijn rekening, en in naam van de raad van bestuur wat betreft de akten die onder zijn bevoegdheid vallen.

De leidend ambtenaar wordt ertoe gemachtigd om een deel van de bevoegdheden die hem bij of krachtens dit artikel worden toegekend, aan één of verschillende personeelsleden over te dragen binnen de perken en voorwaarden die hij bepaalt; het betreft ook zijn bevoegdheid om de "OFFA" voor de gerechtelijke en administratieve rechtbanken te vertegenwoordigen.

§ 2. De leidend ambtenaar van de "OFFA" wordt gezamenlijk door de Regeringen voor vijf jaar aangewezen door de gelijktijdige aanneming van besluiten met dezelfde inhoud.

§ 3. Onverminderd de bepalingen van dit akkoord zijn de modaliteiten voor de aanwijzing van de leidend ambtenaar en de uitoefening van het mandaat, met inbegrip van de regels inzake evaluatie, einde en hernieuwing van het mandaat de modaliteiten die zijn opgenomen in boek II betreffende de mandaatregeling van de ambtenarengeneraal van het besluit van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode.

De rol toegekend aan de Waalse Regering in het voornoemd besluit wordt door de Regeringen die gezamenlijk handelen, uitgeoefend.

Voor zover deze wijzigingen nodig zijn voor hun toepassing op de "OFFA" kunnen de Regeringen de bepalingen van het voornoemde besluit wijzigen en aanvullen door de gelijktijdige aanneming van besluiten met dezelfde inhoud.

§ 4. De selectiecommissie bedoeld in artikel 344, § 2 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode is samengesteld in het kader van de aanwijzing van de leidend ambtenar van de "OFFA" uit :

1° twee vertegenwoordigers van elke Regering;

2° de voorzitter van de raad van bestuur of, voor de aanwijzing van de mandataris, de voorzitter van de raad van bestuur van "ALTIS";

3° de afgevaardigd Bestuurder van SELOR of diens afgevaardigde, lid van rechtswege en voorzitter;

4° twee deskundigen, waarbij daaronder personen verstaan worden op grond van hun titels of hun ervaring competenties hebben in één van de volgende domeinen : openbare dienstverlening, beheer van vaardigheden, menswetenschappen.

De ambtenaren bedoeld in het eerste lid, 2°, a) en 3°, en de deskundigen bedoeld in het eerste lid, 4°, worden aangewezen voor een verlengbare periode van vier jaar.

Art. 27. In afdeling 4 van Hoofdstuk IV wordt een artikel 12 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 12. § 1. De vacante betrekkingen bij de "OFFA" worden ingevuld bij :

- hetzij door het met verlof zenden door de Waalse Overheidsdienst, het Ministerie van de Franse Gemeenschap, de Diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie of de instellingen van openbaar nut die onder het Waals Gewest vallen, de Franse Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, alsmede door verlof wegens opdracht wat betreft de personeelsleden van het onderwijs ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap. De personeelsleden die ter beschikking gesteld worden van de "OFFA" worden met verlof gezonden in hun oorspronkelijke betrekking. De aanvankelijke bezoldiging blijft ten laste van de begroting van diens oorspronkelijke dienst. Onder bezoldiging worden verstaan, de werkgeversbijdragen, de wedde, het vakantiegeld, de haard- of de standplaatstoelage, de eindejaarstoelage en de gezinsbijslagen. Voor het overige bepalen de Regeringen, o.a. de verloven en dienstroosters, in het statuut van het personeel van de "OFFA" bedoeld in artikel 10;

- hetzij via indienstneming of aanwerving van het personeel op grond van een beslissing van de raad van bestuur.

Om de betrekkingen in te vullen, doet de "OFFA" een kandidatenoproep aan alle personeelsleden van de Waalse Overheidsdienst, het Ministerie van de Franse Gemeenschap, de Diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie of de instellingen van openbaar nut die onder het Waals Gewest vallen, de Franse Gemeenschap en de Franse Gemeenschapscommissie.

De "OFFA" kiest de kandidaten door de titels en verdiensten op grond van het profiel van de functie te vergelijken.

De verdeling van de detacheringen op de betrekkingen zoals bedoeld in het organogram van de "OFFA" gebeurt naar gelang van de verdeelsleutel bedoeld in artikel 16 van dit akkoord.

§ 2. Als alle betrekkingen niet zijn ingevuld volgens de modaliteiten bedoeld in paragraaf 1, kan de raad van bestuur de vacante betrekkingen van het organogram bedoeld in artikel 10, § 1, van dit akkoord, via aanwerving en indienstneming invullen.".

Art. 28. In hoofdstuk IV van hetzelfde akkoord wordt een vijfde afdeling met als opschrift "Afdeling 5. - Het Beheerscontract", ingevoegd na artikel 12.

Art. 29. In afdeling 5 van Hoofdstuk IV, ingevoegd bij artikel 28, wordt een artikel 13 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 13. § 1. De "OFFA" oefent de opdrachten omschreven in artikel 5 uit overeenkomstig het beheerscontract gesloten voor vijf jaar met de Regeringen die gezamenlijk handelen.

§ 2. Het beheerscontract bepaalt de taken die de "OFFA" uitoefent met het oog op de uitvoering van zijn openbare opdrachten.

Het beheerscontract bevat :

1° de taken die de "OFFA" uitoefent met het oog op de uitvoering van zijn openbare opdrachten;

2° de te bereiken doelstellingen inzake impact, kwaliteit, doeltreffendheid en efficiëntie bepaald door meetbare en precieze criteria en voorzien van uitvoeringstermijnen alsmede de bepaling van de indicatoren gebonden aan de uitvoering van die doelstellingen die het situatieoverzicht vormen, dat voor elke van die indicatoren een referentiewaarde bepaalt en hun uitvoeringsgraad en hun ontwikkeling periodiek vermeldt;

3° de maatregelen die getroffen moeten worden om de beleidsvormen die de Regering van de Franse Gemeenschap, de Waalse Regering en het College gezamenlijk uitvoeren, na te leven;

4° het aanvankelijk bedrag van de dotatie die nodig is voor de dekking van de lasten die voortkomen uit de uitvoering van het beheerscontract, rekening houdend met de kosten en ontvangsten van de "OFFA" betreffende de uitvoering van de taken;

5° de regels voor de terbeschikkingstelling van de dotatie en voor de aanpassing ervan en de modaliteiten voor de overdracht van saldo;

6° de verplichting om de kosten gebonden aan de uitvoering van de taken en in het bijzonder de investerings- en uitbatingsvoorwaarden te onderscheiden;

7° de bestemming van de ontvangsten van de openbare opdrachten;

8° de omschrijving van de verbintenissen van de "OFFA" ten opzichte van de gebruikers van de openbare diensten, met name inzake informatieverstrekking;

9° de toepassingsvoorwaarden van de incentives of sancties, namelijk op budgettair vlak, i.v.m. het niveau van de verwezenlijking van de doelstellingen en verbintenissen van de "OFFA";

10° de procedures voor de wijziging of de verlenging en zijn regels voor de oplossing van conflicten.

De Regering van de Franse Gemeenschap, de Waalse Regering en het College kunnen, door de gelijktijdige aanneming van besluiten met dezelfde inhoud, de inhoud van het beheerscontract en de procedurele modaliteiten bepalen.

§ 3. Voor de verlenging van het beheerscontract gaan de Regeringen in overleg met de "OFFA" en zijn raad van bestuur gezamenlijk over tot de evaluatie van de werking en van de staat van de openbare dienst waarmee de "OFFA" is belast.

Deze evaluatie omvat de aspecten betreffende de economische, educatieve, sociale en milieucontext waarin de "OFFA" werkt, de perspectieven voor de toekomst van de alternerende opleiding, de tevredenheid van de gebruikers en, in voorkomend geval, een analyse van de effecten van het vorige beheerscontract.

De Regeringen laten ook gelijktijdig door een derde overgaan tot een afzonderlijke evaluatie.

De Regeringen nemen bij gelijktijdig aangenomen beslissing en met inachtneming van de in het eerste en in het derde lid beschreven evaluaties een oriëntatienota aan, waarin de richtlijnen van het project van beheerscontract worden bepaald.

Met inachtneming van de in het vierde lid bedoelde oriëntatienota wordt een project van beheerscontract vastgesteld tussen de partijen bij dit beheerscontract, rekening houdend met de in het eerste tot het derde lid beschreven evaluaties. Dat project wordt voorgelegd aan de Raad van Bestuur van de "OFFA" die het goedkeurt.

Het beheerscontract wordt ook gelijktijdig aan de goedkeuring aan de Regeringen voorgelegd.

Binnen één maand na het sluiten ervan, maken de Regeringen het beheerscontract, ter informatie, respectievelijk over aan de "Conseil économique et social de Wallonie" (Sociaal-economische raad van Wallonië), de "Conseil économique et social de la Communauté française" (Sociaal-economische raad van de Franse Gemeenschap), de Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Adviescommissie voor opleiding, tewerkstelling en onderwijs en gaan over tot de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van het beheerscontract.

Onverminderd de regels die van toepassing zijn op het sociaal overleg wordt het personeel van de "OFFA" op de hoogte gebracht van de inhoud van het beheerscontract.

Na het sluiten van het beheerscontract wordt de "OFFA" ermee belast een uitvoeringsplan vast te stellen dat de doelstellingen en de op middellange termijn voorziene strategie en de impact ervan op de begroting bepaalt.

De Regeringen kunnen, bij gelijktijdig genomen beslissing, de diensten of overheidsinstellingen aanwijzen die, in voorkomend geval, belast zullen zijn met het opstarten en de opvolging van de evaluatie bedoeld in het eerste tot het derde lid, alsook met de oriëntatienota en het beheerscontract.

§ 4. Het beheerscontract kan substantieel gewijzigd worden volgens de procedure bepaald voor zijn verlenging bedoeld in § 3, eerste lid.

De wijzigingen in het beheerscontract worden ook bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

§ 5. Als een nieuw beheerscontract niet op de vervaldatum van het vorige in werking treedt, wordt het vervallen beheerscontract van rechtswege verlengd tot de inwerkingtreding, in de loop van het jaar te rekenen van de vervaldatum van het beheerscontract, van een nieuw beheerscontract overeenkomstig de in § 3 bedoelde procedure.

Als, één jaar na de vervaldatum van het beheerscontract, een nieuw beheerscontract niet in werking is getreden, kunnen de Regeringen gelijktijdig de voorlopige regels van het beheerscontract vastleggen die van toepassing blijven tot de inwerkingtreding van een nieuw beheerscontract gesloten overeenkomstig de in § 3 bedoelde procedure.

De voorlopige regels worden in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

§ 6. Elke uitdrukkelijke ontbindende voorwaarde in het beheerscontract wordt voor niet-geschreven gehouden.

Artikel 1184 van het Burgerlijk Wetboek is niet van toepassing op het beheerscontract. De partij tegenover welke een in het beheerscontract bedoelde verplichting niet uitgevoerd wordt, kan alleen de verplichting voortzetten en, in voorkomend geval, schadevergoeding vragen onverminderd de toepassing van elke bijzondere sanctie bedoeld in het beheerscontract.

§ 7. Het in § 2, eerste lid, 2°, bedoelde situatieoverzicht wordt jaarlijks voorgelegd aan de Regeringen.

§ 8. De Raad van bestuur maakt een jaarlijks verslag op over de uitvoering van het beheerscontract. Dat jaarlijks verslag wordt aan de Regeringen overgemaakt.

De Regeringen kunnen de minimale inhoud van het verslag bedoeld in het eerste lid bepalen. Dit verslag bevat minstens een analyse van de verwezenlijking van de doelstellingen op basis van de indicatoren bedoeld in paragraaf 2, 2°.

§ 9. De Regeringen nemen het jaarlijks verslag bedoeld in paragraaf 8 aan en delen het, ieder wat hem betreft, aan hun respectievelijke Parlementen mee.".

Art. 30. In hoofdstuk IV wordt na artikel 13 een zesde afdeling ingevoegd, met als opschrift "Afdeling 6 - De Financiering en de Begroting van de "OFFA".

Art. 31. In afdeling 6 van Hoofdstuk IV, ingevoegd bij artikel 29, wordt een artikel 13/1 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art.13/1. § 1. Elk jaar, uiterlijk 31 december van het jaar voor het betrokken begrotingsjaar maakt de Raad van bestuur een begroting op met alle ontvangsten en uitgaven van de "OFFA", ongeacht de herkomst en de oorzaak ervan, op basis van de decretale, regelgevende of administratieve bepalingen die de opstelling van het begrotingsjaar regelen.

Het begrotingsjaar valt samen met het kalenderjaar.

De ontvangsten en uitgaven die voortkomen uit de uitoefening van de opdrachten bedoeld in artikel worden afzonderlijk voorgesteld.

Het begrotingsontwerp wordt door de raad van bestuur opgesteld en wordt ter goedkeuring aan elke Regering voorgelegd.

De begroting word aan elk Parlement meegedeeld als bijlage bij de verantwoording die gevoegd wordt bij de ontwerpen van begrotingsdecreten van de partijen die het samenwerkingsakkoord hebben ondertekend.

§ 2. De Regeringen bepalen, door de gelijktijdige aanneming van besluiten met dezelfde inhoud, de regels i.v.m. het voorleggen van de begroting, de boekhouding, de jaarlijkse standen en verslagen, alsook de controle op de vastlegging van de uitgaven.

§ 3. Een of verschillende bedrijfsrevisoren worden door de Regeringen aangewezen door de gelijktijdige aanneming van besluiten met dezelfde inhoud, op voorstel van de raad van bestuur om de rekeningen en de boekhoudkundige stukken van de instelling te controleren en om na te gaan of ze nauwkeurig en echt zijn. De bedrijfsrevisor(en) wordt (worden) aangewezen onder de leden van het Instituut der Bedrijfsrevisoren. Hun rechten en verplichtingen worden in de federale wettelijke en regelgevende normen bepaald.

§ 4. Uiterlijk 30 april maakt de "OFFA" de jaarlijkse uitvoeringsrekeningen van zijn begroting op, alsook de actieve en passieve toestand op 31 december van het betrokken jaar en legt ze ter goedkeuring aan elke Regering voor.".

Art. 32. In artikel 14, ingevoegd in Afdeling 6 van Hoofdstuk IV van het samenwerkingsakkoord, worden de woorden "de gezamenlijke waarborg van de Regeringen die overeenkomstig artikel 17 wordt toegekend." vervangen door de woorden :

"de waarborg die door de Regeringen gemeenschappelijk wordt toegekend.".

Art. 33. In hoofdstuk VI van hetzelfde akkoord wordt vóór artikel 17 een eerste afdeling ingevoegd met als opschrift "Afdeling 1. - Gemeenschappelijke bepalingen".

Art. 34. Artikel 17 van hetzelfde akkoord wordt gewijzigd als volgt :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt :

"Naast de artikelen 21 tot 23 van dit akkoord, verbinden de Regeringen zich ertoe om de teksten voor hun parlementaire vergaderingen neer te leggen om de samenwerkingsakkoorden en de decreten te wijzigen, op te zeggen of op te heffen, of te vervangen met het oog op de uitvoering van dit akkoord.

Zij verbinden zich er ook toe de besluiten en de reglementeringen die nodig zijn voor de uitvoering van dit akkoord te wijzigen, op te heffen of te vervangen. Er kunnen overgangsmodaliteiten worden voorzien.";

2° de leden 2 tot 4 worden geschrapt.

Art. 35. In hetzelfde akkoord wordt een nieuw artikel 17*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 17*bis*. De bedrijven dit niet het voorwerp hebben uitgemaakt van een intrekking van de erkenning of van een negatief advies van de adviesraad voor alternerende opleiding of van het vast bureau voor alternerende opleiding gemotiveerd door de niet-naleving van artikel 11, § 2, en die gedurende de 5 jaar die voorafgaan aan de inwerkintreding van dit aanhangsel bij het samenwerkingsakkoord, een leerling in alternerende opleiding hebben begeleid op grond van een "Convention d'insertion socioprofessionnelle (CISP)" (Overeenkomst van socio-professionele inschakeling) of een ander contract of overeenkomst erkend door de Franse Gemeenschap of van een stageovereenkomst van de "IFAPME" of de "SFPME", worden automatisch erkend in de zin van dit samenwerkingsakkoord. De operatoren maken aan de "OFFA" de lijst over van de bedrijven, met de betrokken beroepen, die zij erkend hebben of, in het geval van de "CEFA", de lijst van de bedrijven waarmee zij samengewerkt hebben.".

Art. 36. In hoofdstuk VI van hetzelfde akkoord wordt na artikel 19 een tweede afdeling ingevoegd, met als opschrift "Afdeling 2. - Opheffingsbepalingen gemeen aan de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie".

Art. 37. In afdeling 2 van Hoofdstuk VI van hetzelfde akkoord, zoals gewijzigd, wordt artikel 20 vervangen als volgt :

"Art. 20. § 1. De Regeringen nodigen het "Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises" (Instituut voor permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen) uit, alsook de entiteiten respectievelijk bedoeld in de artikelen 15 en 15*bis* van het Samenwerkingsakkoord van 20 februari 1995, gewijzigd bij het aanhangsel van 4 juni 2003 m.b.t. de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen en de voogdij over het Instituut voor permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, gesloten tussen de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest om elk akkoordprotocol en elke partnerschaps- en samenwerkingsovereenkomst op te zeggen die overbodig is geworden door de inwerkingtreding van het samenwerkingsakkoord.

§ 2. In het samenwerkingsakkoord betreffende de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middel grote ondernemingen en de voogdij over het Instituut voor permanente vorming van de middenstand en de K.M.O.'s, gesloten op 20 februari 1995 door de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, alsook het aanhangsel van 4 juni 2003 tot wijziging van het voornoemde samenwerkingsakkoord, worde de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de artikelen 5, § 1, eerste lid, en 8, § 1, eerste lid, in het eerste hoofdstuk, luiden als volgt : "Het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering bepalen, respectievelijk op eensluidend advies van de Waalse Regering en het College van de Franse Gemeenschapscommissie, erop lettend het vrij verkeer van de leerlingen tussen de in artikel 16 bedoelde Centra te verzekeren :";

2° in het tweede hoofdstuk worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in de eerste afdeling met als opschrift "Afdeling I - Algemene bepalingen", wordt artikel 15 opgeheven;

b) in de tweede afdeling, met als opschrift "Afdeling 2. - Bevoegdheden", worden de volgende wijzigingen aangebracht :

i. artikel 20 wordt opgeheven;

ii. in artikel 20*bis*, tweede lid, worden de woorden "Onverminderd de in artikel 20 hernomen en aan het Instituut toevertrouwde opdrachten," vervangen door de volgende woorden :

"Onverminderd de opdrachten bedoeld in artikel 5 van het kaderakkoord tot samenwerking betreffende de alternerende opleiding, gesloten te Brussel op 24 oktober 2008 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie en toevertrouwd aan de "Office francophone de la Formation en alternance,";

iii. artikel 21 wordt vervangen als volgt :

"Voor de verwezenlijking van haar opdrachten kan de entiteit bedoeld in artikel 15 bis met de "Office francophone de la Formation en alternance" bedoeld in artikel 4 van het kaderakkoord tot samenwerking betreffende de alternerende opleiding, gesloten te Brussel op 24 oktober 2008 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, alsmede met andere operatoren uit het onderwijs, de opleiding of de inschakeling, ontwerp-akkoorden of, in voorkomend geval, partnership- en samenwerkingsakkoorden afsluiten.";

3° de tekst van het derde hoofdstuk wordt geschrapt;

4° de teksten van afdeling I worden geschrapt;

5° de artikelen 28 tot 34, 36 tot 42 en 44 worden opgeheven.

Wanneer aan het juridisch bestaan van het "Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises" (Instituut voor permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen) een einde zal worden gemaakt, zal het roerend en onroerend patrimonium van het instituut, zonder vergoeding, aan de "OFFA" overgedragen worden binnen zes maanden te rekenen vanaf de inwerkingtreding van dit artikel en zal het opgenomen moeten worden in een inventaris die bij het huishoudelijk reglement van de "OFFA" is gevoegd. De eraan verbonden rechten en verplichtingen, met inbegrip van de intellectuele of industriële eigendomsrechten betreffende de werken, creaties, of opleidingsprogramma's, met uitzondering van de opleidingsprogramma's of -referentiëlen uitgewerkt door de "IFAPME" of de "SFPME", worden ook overgedragen tenzij de Regeringen gezamenlijk beslissen over een andere bestemming voor sommige rechten en verplichtingen betreffende het roerend en onroerend patrimonium.".

Art. 38. In hoofdstuk VI wordt na artikel 20 een derde afdeling ingevoegd met als opschrift "Afdeling 3. - Opheffingsbepalingen gemeen aan de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest".

Art. 39. In afdeling 3 van Hoofdstuk VI van hetzelfde akkoord, zoals gewijzigd, wordt artikel 21 vervangen als volgt :

"Art. 21. Het samenwerkingsakkoord betreffende de organisatie van een alternerende kwalificerende opleidingsfilière, op 18 juni 1998 te Namen gesloten door de Regering van de Franse Gemeenschap en de Waalse Regering wordt door de ondertekenende partijen opgezegd op de datum die gezamenlijk wordt vastgesteld, via besluiten, van de Gemeenschapsregering en de gewestelijke Regering.

Op dezelfde datum en overeenkomstig artikel 19 van het akkoord vermeld in het eerste lid, wordt de adviesraad ontbonden en wordt de erkenning van de vereniging zonder winstoogmerk bedoeld in artikel 13 van hetzelfde akkoord ingetrokken.

Op dezelfde datum en voor zover dit rechtstreeks betrekking heeft op de opdrachten van de "OFFA", wordt het intellectueel of industrieel eigendomsrecht betreffende de werken en creaties van de adviesraad voor alternerende opleiding aan de "OFFA" overgedragen.

In geval van ontbinding van de vereniging zonder winstoogmerk bedoeld in artikel 13 van het akkoord vermeld in het eerste lid, kan de "OFFA" het roerend en onroerend partrimonium ontvangen dat tot de vereniging behoort. Als het roerend en onroerend patrimonium wordt overgedragen, zal hij opgenomen moeten worden in een inventaris die bij het huishoudelijk reglement van de "OFFA" is gevoegd. De eraan verbonden rechten en verplichtingen, met inbegrip van de intellectuele of industriële eigendomsrechten betreffende de werken, creaties, of opleidingsprogramma's, kunnen ook aan de "OFFA" overgedragen worden.

Bij wijze van overgangsmaatregel zetten de adviesraad voor alternerende opleiding en de vereniging zonder winstoogmerk bedoeld in artikel 13 van het akkoord vermeld in het eerste lid, hun opdrachten voort zoals bepaald in het akkoord, en dit, tot de datum bedoeld in het eerste lid. De erkenningsaanvragen bedoeld in artikel 5, 14°, die vóór de datum bepaald in het eerste lid worden ingediend, worden verder onderzocht volgens de voorwaarden en procedures bedoeld in het samenwerkingsakkoord betreffende de organisatie van een alternerende kwalificerende opleidingsfilière, op 18 juni 1998 te Namen gesloten door de Regering van de Franse Gemeenschap en de Waalse Regering.

Bij wijze van overgangsmaatregel en tot de invoering van de jaarlijkse subsidie ten gunste van de "CEFA" bedoeld in artikel 15, eerste lid, en van de financiële incentives ten gunste van de bedrijven bedoeld in artikel 15, tweede lid, kunnen de opleidingsoperator bedoeld in artikel 1, 2°, *a)*, en het bedrijf die betrokken zijn bij de uitvoering van een erkende alternerende opleidingsactie, elk een aanmoedigingspremie krijgen volgens de bedragen en de vereffenings-modaliteiten bepaald door de Gemeenschapsregering en de gewestelijke Regering.

De Regeringen kunnen per leerling een forfaitair bedrag toekennen dat bestemd is om de bijkomende lasten te dekken die veroorzaakt zijn door dit samenwerkingsakkoord zoals gewijzigd bij het aanhangsel van 27 maart 2014 en i.v.m. de alternerende van de jongere. De Regeringen bepalen, door de gelijktijdige aanneming van besluiten met dezelfde inhoud, het voornoemde forfaitair bedrag, zin toekenningsvoorwaarden en zijn vereffeningsmodaliteiten.".

Art. 40. In hoofdstuk VI wordt een vierde afdeling ingevoegd met als opschrift "Afdeling 4. - Opheffingsbepalingen gemeen aan de Franse Gemeenschap en aan de Franse Gemeenschapscommissie".

Art. 41. In afdeling 4 van Hoofdstuk IV van hetzelfde akkoord, zoals gewijzigd, wordt en nieuw artikel 22 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 22. Het samenwerkingsakkoord betreffende de organisatie van een alternerende kwalificerende opleiding, op 11 juni 1999 te Brussel ondertekend door de Regering van de Franse Gemeenschap en het College van de Franse Gemeenschapscommissie wordt door de ondertekenende partijen opgezegd op de datum die gezamenlijk wordt vastgesteld, via besluiten, van de Gemeenschapsregering en het College.

Op dezelfde datum en voor zover dit rechtstreeks betrekking heeft op de opdrachten van de "OFFA", wordt het intellectueel of industrieel eigendomsrecht betreffende de werken en creaties van het vast bureau aan de "OFFA" overgedragen.

Bij wijze van overgangsmaatregel zet het vast bureau voor alternerende opleiding zijn opdrachten voort zoals bepaald in het samenwerkingsakkoord vermeld in het eerste lid, tot de datum bedoeld in het eerste lid. De erkenningsaanvragen bedoeld in artikel 5, 14°, die vóór de datum bepaald in het eerste lid worden ingediend, worden verder onderzocht volgens de voorwaarden en procedures bedoeld in het samenwerkingsakkoord betreffende de organisatie van een alternerende kwalificerende opleiding, op 11 juni 1999 te Brussel ondertekend door de Regering van de Franse Gemeenschap en het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

Bij wijze van overgangsmaatregel en tot de invoering van de jaarlijkse subsidie ten gunste van de "CEFA" bedoeld in artikel 15, eerste lid, en van de financiële incentives ten gunste van de bedrijven bedoeld in artikel 15, tweede lid, kunnen de opleidingsoperator bedoeld in artikel 1, 2°, *a)*, en het bedrijf die betrokken zijn bij de uitvoering van een erkende alternerende opleidingsactie, elk een aanmoedigingspremie krijgen volgens de bedragen en de vereffenings-modaliteiten bepaald door de Gemeenschapsregering.

De alternerende overeenkomsten gesloten vóór 1 september 2015 blijven uitwerking hebben overeenkomstig dit samenwerkingsakkoord, zoals gewijzigd bij het aanhangsel van 27 maart 2014.".

Art. 42. Dit aanhangsel treedt in werking op 1 september 2014, met uitzondering van de artikelen 15 tot 32 die op 1 september 2015 in werking treden.

Gedaan te Brussel op 27 maart 2014 in drie originele exemplaren.

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leerplichtonderwijs,
Mevr. M.-M. SCHYNS

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,
A. ANTOINE

Voor de Franse Gemeenschapscommissie :

De Minister-President,
Ch. DOULKERIDIS

De Minister van Vorming van de Middenstand,
Mevr. C. FREMAULT